

Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des
étudiants internationaux au Canada en 2024
Rapport final

Présenté à :

Affaires mondiales Canada

Roslyn Kunin and Associates, Inc. (RKA, Inc.)

Bureau 901 – 1736 West 10th Avenue
Vancouver, C.-B. V6J 2A6
Tél. : 604-736-0783 / Téléc. : 604-736-0789
Rkunin@Rkunin.com
<http://www.rkunin.com/>

Le 25 août 2025

Roslyn Kunin and Associates, Inc.**Table des matières**

Table des matières _____	ii
Résumé _____	iii
1. Introduction _____	1
2. Sources de données et méthodes _____	3
3. Évaluation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada _____	6
3.1. Dépenses globales	6
3.2. Impacts économiques	13
3.2.1 Impacts directs et indirects combinés.....	15
3.2.1.1. Total pour tous les étudiants	15
3.2.1.2. Étudiants en séjour d'études de longue durée.....	17
3.2.1.3. Étudiants de programmes de courte durée de Langues Canada	18
3.2.1.4. Étudiants francophones étudiant à l'extérieur du Québec	19
3.2.1.5. Recettes fiscales perçues par le gouvernement	20
4. Étudiants internationaux et exportations du Canada _____	26
4.1. Dépenses des étudiants internationaux et échanges commerciaux du Canada	26
4.2. Impact commercial des étudiants internationaux des dix principaux pays d'origine	28
5. Tendances relatives aux inscriptions des étudiants internationaux et aux impacts économiques au Canada _____	31
5.1. Comparaison du nombre d'étudiants internationaux	31
5.2. Comparaison des dépenses globales	33
5.3. Comparaison des impacts directs et indirects combinés	33
6. Conclusions _____	35
Références _____	37
Annexe 1 : Explication détaillée des sources de données et des ajustements _____	41
Annexe 2 : Impacts économiques : _____	49
Annexe 3 : Rapprochement des estimations de l'étude avec l'évaluation de Statistique Canada _____	61
Annexe 4 : Tableaux de données pour 2024 _____	64

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Résumé

La littérature actuelle ainsi que les études antérieures sur les impacts économiques de l'éducation internationale réalisées par Roslyn Kunin and Associates (RKA) pour le compte d'Affaires mondiales Canada indiquent clairement l'existence d'une valeur positive importante associée aux étudiants internationaux au Canada. La présente étude met à jour les études précédentes à l'aide de données plus récentes et évalue l'impact des étudiants internationaux qui ont étudié au Canada en 2024 sur l'économie canadienne.

Nous estimons qu'en 2024, les étudiants internationaux au Canada ont dépensé environ 47,5 G\$ en frais de scolarité, en frais de logement et en achats discrétionnaires. Les impacts économiques dont il est question dans le présent rapport englobent les impacts directs et indirects combinés associés à ces dépenses.

Les résultats de l'étude figurent ci-dessous :

- En tenant compte des bourses d'études canadiennes, les dépenses annuelles totales des étudiants internationaux, y compris celles de leurs familles et amis en visite, ont contribué à hauteur de 47,5 G\$ à l'activité économique du Canada en 2024. Cet apport s'est traduit par une contribution de près de 39,0 G\$, ou 1,4 %, au PIB du Canada en 2024.
- L'Ontario, qui compte le plus grand nombre d'étudiants, a apporté la plus grande contribution au PIB avec 20,2 G\$ (51,7 % de 39,0 G\$), suivie de la Colombie-Britannique avec 18,9 % et du Québec avec 13,4 %.
- Le nombre d'emplois soutenus est un indicateur important dans l'analyse des impacts économiques. Les dépenses annuelles globales des étudiants internationaux en 2024 se traduisent par 407 262 emplois (l'équivalent de 281 040 ETP) dans l'économie canadienne en 2024.
- Les dépenses annuelles des étudiants internationaux ont contribué directement et indirectement à la perception de recettes fiscales de 9,4 G\$ en 2024.
- Étant donné que les dépenses en biens et services des étudiants internationaux constituent des revenus provenant de l'étranger, celles-ci sont considérées comme des exportations canadiennes de services d'éducation.
- En 2024, la valeur des services d'éducation internationale, mesurée comme étant le total des dépenses des étudiants internationaux au Canada (47,5 G\$), a représenté 20,1 % des exportations totales de services canadiens dans le monde,¹ ou l'équivalent de 6,1 % des exportations totales de marchandises du Canada.
- En 2024, les 10 principaux pays d'origine avaient généré 32,8 G\$ des dépenses des étudiants internationaux, soit 64,4 % de la valeur des exportations totales de services vers ces pays, ou 72,3 % du total des exportations de marchandises du Canada à destination de ces mêmes pays.

¹ Selon Statistique Canada, la valeur des exportations de services de voyages personnels liés à l'éducation au Canada s'est élevée à 32,07 G\$ en 2023. L'analyse présentée dans ce rapport s'appuie sur ce chiffre en explorant et en ajoutant d'autres domaines de recettes d'exportation, tels que la prise en compte des élèves de la maternelle à la 12^e année et des étudiants à court terme de Langues Canada.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

- En 2024, les étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée ont généré 97,9 % des dépenses totales engagées par les étudiants internationaux. Ils ont contribué à hauteur de 38,2 G\$ au PIB du Canada et ont soutenu près de 400 000 emplois.

Les principaux résultats de l'étude sont résumés dans les tableaux suivants :

Tableau sommaire I : Nombre d'étudiants internationaux et dépenses annuelles totales au Canada, par province et territoire, 2024

	Tous les étudiants	Dépenses annuelles totales (millions)
Terre-Neuve-et-Labrador	6 595	227,4 \$
Île-du-Prince-Édouard	4 850	180,7 \$
Nouvelle-Écosse	24 743	1 094,2 \$
Nouveau-Brunswick	15 962	594,9 \$
Québec	138 932	5 984,9 \$
Ontario	492 628	24 848,6 \$
Manitoba	27 444	1 001,4 \$
Saskatchewan	17 813	713,2 \$
Alberta	69 072	3 140,9 \$
Colombie-Britannique	214 795	9 677,71 \$
Yukon	255	8,8 \$
Territoires du Nord-Ouest	65	1,3 \$
Nunavut	20	0,4 \$
Canada	1 013 174	47 474,6 \$

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Tableau sommaire II : Impacts économiques combinés, directs et indirects, de tous les étudiants internationaux au Canada, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emploi (nombre d'emplois)
Terre-Neuve-et-Labrador	291,2 \$	176,3 \$	91,2 \$	1 703
Île-du-Prince-Édouard	225,7 \$	124,0 \$	71,5 \$	1 512
Nouvelle-Écosse	1 388,8 \$	864,6 \$	513,9 \$	10 331
Nouveau-Brunswick	826,6 \$	458,3 \$	259,6 \$	5 204
Québec	9 223,5 \$	5 222,8 \$	3 154,4 \$	59 388
Ontario	32 271,2 \$	20 150,8 \$	11 468,2 \$	199 053
Manitoba	1 454,7 \$	849,4 \$	472,6 \$	8 515
Saskatchewan	1 091,9 \$	629,3 \$	333,3 \$	5 847
Alberta	5 368,4 \$	3 118,5 \$	1 675,9 \$	29 128
Colombie-Britannique	11 531,3 \$	7 360,4 \$	4 315,6 \$	86 470
Yukon	11,1 \$	6,8 \$	3,9 \$	59
Territoires du Nord-Ouest	11,4 \$	5,6 \$	2,8 \$	31
Nunavut	5,2 \$	2,8 \$	1,3 \$	19
Canada	63 700,9 \$	38 969,9 \$	22 364,3 \$	407 262

Tableau sommaire III : Comparaison entre les dépenses annuelles totales des étudiants internationaux et les exportations de services et de marchandises du Canada

	Valeur	Dépenses des étudiants internationaux en % des exportations
Dépenses totales des étudiants internationaux	47,5 G\$	
Exportations de services du Canada	236,2 G\$	20,1 %
Exportations de marchandises du Canada	780,8 G\$	6,1 %

1. Introduction

L'éducation internationale, qui exerce une influence sur la capacité du Canada de développer et de retenir les connaissances et les compétences nécessaires, joue un rôle important dans la mondialisation de son économie et lui permet de prospérer dans un environnement concurrentiel qui évolue rapidement.

Affaires mondiales Canada (AMC) a demandé à Roslyn Kunin and Associates (RKA) de mener cette étude pour mesurer la valeur de l'impact des dépenses des étudiants internationaux au Canada sur l'économie canadienne. Cette étude est une mise à jour de l'évaluation des impacts de 2022 et la même méthode d'estimation a été utilisée, malgré certains rajustements mineurs apportés aux hypothèses.

Tout comme dans l'étude précédente, l'approche analytique retenue dans la présente étude comprend une estimation des dépenses totales des étudiants internationaux (y compris les droits et frais de scolarité, les livres, les frais de logement et de transport et les achats discrétionnaires) et l'estimation de l'impact économique sur l'économie canadienne en 2024 sur le plan des exportations², du PIB, de l'emploi et des recettes de l'État. L'étude montre également l'impact économique par province et par territoire et le niveau d'études ainsi que l'impact selon les dix principaux pays d'origine des étudiants internationaux.

L'étude tient compte des étudiants en séjour d'études de longue durée des écoles, des collèges et des universités ainsi que des étudiants en séjour d'études de courte durée. Pour le nombre d'étudiants internationaux en séjour de longue durée (ceux qui suivent des programmes d'études et de formation pendant plus de six mois et qui ont besoin d'un permis d'études), nous nous sommes fondés sur les données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). En ce qui concerne les étudiants en séjour d'études de courte durée (séjours de moins de six mois), nous nous sommes appuyés sur les données de Langues Canada. Pour calculer les dépenses des étudiants, nous nous sommes appuyés sur des données provenant de sources diverses, notamment de l'Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance menée chaque année par Statistique Canada. Pour combler les lacunes dans les données, nous avons formulé plusieurs hypothèses, y compris des hypothèses relatives aux bourses d'études et d'entretien fournies par les gouvernements (fédéral, provinciaux et territoriaux) et aux dépenses faites par des amis et les membres de la famille qui rendent visite aux étudiants internationaux, ce qui explique les

² Puisque les dépenses des étudiants internationaux sont des exportations canadiennes de services d'éducation, nous avons utilisé indistinctement dans ce rapport les phrases « dépenses des étudiants internationaux » et « services d'éducation internationale ». Il convient de noter que les éléments que nous avons inclus dans « services d'éducation internationale » dérogent quelque peu à la définition de Statistique Canada, laquelle est fondée sur le *Manuel des statistiques du commerce international des services 2010* (publié par les Nations Unies). La définition des services d'éducation de Statistique Canada, dans le contexte de la balance des paiements, est la suivante :

« Les services d'éducation comprennent les services relatifs à tous les niveaux d'éducation, qu'ils soient dispensés par correspondance, par formation traditionnelle en salle de classe, par satellite ou par Internet, ou par des enseignants, entre autres, qui fournissent des services directement dans les économies des pays d'accueil. Sont exclus les services fournis aux non-résidents qui sont présents sur le territoire du prestataire de services (car ils sont inclus dans la catégorie des voyages). »

Par conséquent, la valeur comparable dans les données de la balance des paiements de Statistique Canada est celle associée aux voyages personnels liés à l'éducation.

Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024

Rapport final – le 25 août 2025

rajustements apportés aux ensembles de données initiaux. Ces rajustements sont décrits à l'annexe 1.

Pour cerner l'impact global des dépenses totales des étudiants internationaux sur l'économie canadienne, nous avons utilisé le modèle de calcul des impacts des dépenses interprovinciales de Statistique Canada. Pour les besoins de l'étude, nous avons non seulement quantifié l'impact économique direct rattaché aux dépenses des étudiants internationaux, mais nous avons aussi eu recours à une méthode de calcul de l'impact total dans le but de quantifier les impacts indirects et induits. Notamment, ces méthodes permettent de quantifier les activités des entreprises qui fournissent des biens et des services aux entités où les dépenses directes sont engagées (ce qui comprend incidemment les impacts directs et indirects). Par ailleurs, compte tenu du revenu accru des ménages à l'échelle locale, on peut observer d'autres augmentations des dépenses globales. C'est ce qu'on appelle l'impact dérivé (ou induit). L'impact total est composé d'impacts de trois types : direct, indirect et induit rattaché à une dépense initiale. L'impact total peut être considéré comme la tranche supérieure des impacts économiques, alors que la somme des impacts directs et indirects révèle un degré d'impact relativement modéré sur l'économie. Dans la présente mise à jour, nous nous sommes concentrés sur les impacts économiques directs et indirects sur l'économie canadienne en 2024.³ Les impacts directs, de même que les impacts globaux, sont présentés à l'annexe 2.

Dans le corps du rapport, nous présentons nos estimations du nombre d'étudiants internationaux au Canada par province et par territoire ainsi que leur répartition selon la durée de leur séjour d'études (de longue durée ou de courte durée). Nous présentons ensuite nos estimations des dépenses annuelles totales et la contribution directe et indirecte combinée qui en découle dans l'économie canadienne, et nous décrivons l'importance des services d'éducation internationale dans les échanges du Canada avec le reste du monde. Nous fournissons aussi des comparaisons historiques de la valeur et des impacts de l'éducation internationale pour faire ressortir la contribution grandissante de celle-ci dans l'économie canadienne. En outre, l'étude comprend une comparaison des impacts économiques des dix principaux pays d'origine des étudiants internationaux.

La nouveauté de cette étude est l'évaluation des impacts économiques des étudiants francophones qui étudient au Canada en dehors de la province de Québec.

Nous expliquons les différences entre nos estimations et celles publiées par Statistique Canada à l'annexe 3.

³ Les études d'impact économique évaluent les impacts, sur une économie régionale, d'un accroissement des activités économiques découlant d'une hausse des dépenses de programmes et des dépenses des particuliers. Elles mesurent les impacts en fonction de variables macroéconomiques comme le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi. Ce type d'étude facilite le processus décisionnel des gouvernements lorsque vient le temps d'évaluer et de comparer les impacts de différents programmes et projets. Il convient également de noter que malgré son utilité, l'analyse d'impact économique n'est pas une analyse coûts avantages et ne tient pas compte du coût de renonciation associé aux dépenses de programme. L'évaluation des coûts associés à la fourniture de services d'éducation aux étudiants internationaux dépasse la portée de la présente étude.

2. Sources de données et méthodes

La méthode utilisée par RKA pour effectuer l'étude de l'impact économique du secteur de l'éducation internationale au Canada incluait des recherches secondaires approfondies (recension documentaire, collecte des données et informations statistiques existantes) et des consultations des représentants provinciaux et territoriaux du secteur de l'éducation, ainsi que des représentants d'organisations vouées à la promotion de l'éducation internationale et qui en analysent les tendances, à l'échelle nationale ou provinciale.

Dans la présente section, nous décrivons les différentes sources de données disponibles, celles que nous avons utilisées aux fins du projet et toutes limites caractérisant les ensembles de données. Nous mettons également en relief les différences dans les sources de données et les méthodes entre nos estimations et celles adoptées par Statistique Canada dans ses estimations des échanges du Canada dans le secteur des services de voyages personnels liés à l'éducation.

Sources de données

Inscription

L'un des principaux objectifs de l'étude consiste à déterminer les impacts économiques globaux des dépenses totales des étudiants internationaux, ce qui exige de connaître le nombre d'étudiants internationaux dans chaque province et territoire et à chaque niveau d'étude : étudiants des établissements publics ou privés, de la maternelle à la 12^e année, du niveau collégial ainsi que ceux du premier cycle et des cycles universitaires supérieurs. Il faut aussi déterminer le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans des programmes de formation linguistique.

Nous n'avons pas trouvé d'ensemble de données complet qui répond à notre définition d'étudiant international ou de données portant sur tous les étudiants.

Statistique Canada recueille des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux dans le système postsecondaire public, mais ne suit pas les inscriptions d'étudiants internationaux dans les établissements postsecondaires privés. Certaines provinces comptabilisent le nombre d'étudiants internationaux « payants » dans le système scolaire primaire et secondaire, mais pas toutes.

Pour le présent rapport, nous avons utilisé le nombre de titulaires de permis d'études, tel que rapporté par le ministère fédéral Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), comme indicateur représentatif du nombre d'étudiants internationaux. Nous avons également utilisé les données d'organismes tels que Langues Canada pour estimer le nombre d'étudiants internationaux en séjour d'études de courte durée au Canada.

Dans le reste du rapport, nous définissons les étudiants internationaux comme les étudiants couverts par ces deux ensembles de données auxquels nous avons accès, et auxquels nous avons apporté des modifications. Les étudiants en séjour d'études de longue durée désignent les étudiants visés par les données d'IRCC, alors que les étudiants en séjour d'études de courte durée désignent les étudiants qui suivent des programmes de formation linguistique d'une durée inférieure à six mois dans les établissements membres de Langues Canada.

L'annexe 1 fournit des détails sur les modifications apportées aux données d'IRCC et aux données de Langues Canada.

Dépenses des étudiants

Pour les étudiants de chaque niveau d'études, nous avons estimé les dépenses dans les catégories suivantes :

- Droits et frais de scolarité
- Frais supplémentaires obligatoires
- Livres et autres matériels/outils d'études
- Frais de subsistance
- Coûts de transport
- Dépenses discrétionnaires

Afin de calculer les retombées économiques nettes rattachées aux étudiants internationaux dans le pays d'accueil, nous avons tenu compte de toutes les aides financières versées aux étudiants internationaux par les différents ordres de gouvernement canadien ainsi que par les universités ou autres établissements.

De nouveau, l'annexe 1 présente la description détaillée de ces rajustements.

Activités « touristiques » supplémentaires des membres de la famille et des amis en visite

La littérature existante sur l'éducation internationale cerne un autre domaine d'activité universitaire qui concerne le rôle important que peuvent jouer les établissements pour attirer des visiteurs dans le pays d'accueil.⁴

Dans la présente étude, nous estimons le nombre de membres de la famille et d'amis des étudiants internationaux qui visitent le Canada en nous fondant sur des hypothèses utilisées dans l'étude australienne de 2013 réalisée par l'ACPET sur les retombées économiques générées par les étudiants internationaux dans le pays d'accueil.

Cadre analytique

Afin de mesurer l'impact global des dépenses totales des étudiants internationaux sur l'économie canadienne, les dépenses des étudiants internationaux ainsi que des membres de leur famille et de leurs amis ont été appliquées au modèle de simulation d'impact interprovincial de Statistique Canada.⁵ Le modèle fournit une estimation de l'impact global sur la production, le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi dans chaque économie provinciale et territoriale.

Une courte description du modèle des entrées-sorties est présentée ci-dessous.

Une structure entrées-sorties de l'économie

Lorsqu'une personne dépense pour se procurer un produit (biens ou services), le montant de cette dépense crée une demande directe pour la production de ce produit. Toutefois l'effet économique ne s'arrête pas là. La production accrue de ce produit entraîne une production accrue de tous les biens et services intermédiaires qui sont utilisés pour produire le produit, et la production accrue générera, réciproquement, une plus grande demande d'autres biens et services utilisés pour

⁴ Certaines études incluent non seulement les visiteurs à des fins touristiques comme les membres de la famille et les amis des étudiants internationaux qui visitent le pays d'accueil, mais aussi les visiteurs professionnels du milieu universitaire international participant à des congrès internationaux.

⁵ Statistique Canada, no 15F0009X au catalogue – Simulations de modèles des entrées-sorties (modèle interprovincial). *Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024* 4

produire ces produits intermédiaires. Les travailleurs sont donc à même de toucher des salaires supérieurs à mesure que la demande augmente et, parfois, ils décident de dépenser une partie de leurs gains supplémentaires pour se procurer plus de biens et de services.

Ainsi, la demande initiale d'un produit crée un effet d'entraînement descendant dans le processus de production.

Une analyse de l'impact économique est conçue pour étudier les interrelations entre les industries afin de déterminer comment un changement dans une demande initiale visant des biens ou des services contribue à entraîner des changements dans les niveaux de production et d'activités économiques globales d'autres industries au sein d'une région.

Le modèle des entrées-sorties est fondé sur la structure des entrées-sorties de l'économie canadienne;⁶ il s'agit essentiellement d'un ensemble de tableaux décrivant l'afflux de biens et de services entre les divers secteurs de l'économie. Ce type de modèle est utile pour déterminer quelle proportion d'une production supplémentaire est générée par un changement dans la demande d'un ou de plusieurs produits, ou un changement dans la production d'une industrie.

Outre les dépenses directes, les modèles des entrées-sorties peuvent servir à analyser les impacts supplémentaires pour l'économie. Ils couvrent notamment les entreprises qui fournissent des biens et des services aux entités bénéficiaires des dépenses directes. Par ailleurs, compte tenu du revenu accru des ménages à l'échelle locale, on peut observer d'autres augmentations des dépenses globales. Cette dernière variable est considérée comme un effet dérivé (ou induit), lequel est parfois reflété dans les études d'impact économique.

Actuellement, Statistique Canada applique le modèle interprovincial des entrées-sorties de 2021 pour estimer l'impact économique, et les résultats sont utilisés aux fins d'analyse comparative. Il convient de mentionner que les estimations relatives à l'impact sur l'emploi, dégagées à partir de ce modèle, sont fondées sur la rémunération totale par emploi en 2021.⁷ Ainsi, il a fallu rajuster le montant des dépenses nettes des étudiants engagées en 2024 pour les exprimer en dollars de 2021 et ainsi obtenir une estimation plus précise de l'effet sur l'emploi.

⁶ Statistique Canada, n° 15F0042X au catalogue – Tableaux des entrées sorties provinciales.

⁷ Les données sont tirées du tableau 36-10-0480-01 de Statistique Canada, Productivité du travail et mesures connexes par industrie du secteur des entreprises et par activité non-commerciale, conformes aux comptes des industries.

3. Évaluation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada

L'évaluation de l'impact économique de l'éducation internationale exige d'abord de compiler des données et de réunir de l'information sur le nombre d'étudiants internationaux par niveau d'études et sur le type de dépenses engagées par eux. Ces valeurs sont rajustées, au besoin, pour déterminer le montant global des dépenses des étudiants internationaux en frais de scolarité et en frais de subsistance. Ensuite, ces dépenses chiffrées sont appliquées au modèle de dépenses de Statistique Canada pour produire des estimations de l'impact des dépenses totales des étudiants internationaux sur la production brute du Canada, le PIB, l'emploi et les recettes fiscales. Nous présentons dans la section qui suit les estimations et les analyses qui en découlent.

Nous commençons au point 3.1 par une description du nombre total d'étudiants internationaux, suivie d'une estimation des dépenses de ces étudiants en matière d'éducation et de vie quotidienne. Au point 3.2, nous présentons l'impact économique combiné, direct et indirect, des dépenses annuelles sur l'économie canadienne par le biais d'un certain nombre de variables macroéconomiques telles que le produit intérieur brut, l'emploi et le revenu du travail. Nous présentons également la contribution de l'activité économique apportée par les dépenses des étudiants internationaux aux recettes fiscales gouvernementales.

3.1. Dépenses globales

Dans cette sous-section, nous combinons le nombre estimatif d'étudiants internationaux par niveau d'études et par province et par territoire avec les estimations des frais d'éducation et des frais de subsistance, pour obtenir une estimation du montant total dépensé par les étudiants internationaux durant leur séjour au Canada. Tous les chiffres relatifs aux étudiants et toutes les valeurs relatives aux dépenses sont utilisés pour déterminer l'impact pour 2024.

Le tableau 1 indique le nombre total d'étudiants internationaux qui étudient au Canada, répartis par province et par territoire. Les chiffres ont aussi été ventilés selon que le séjour des étudiants était « de longue durée » ou « de courte durée ».⁸

⁸ L'annexe 4 présente les données détaillées relatives aux étudiants internationaux par niveau d'étude dans chaque province et territoire.

Tableau 1 : Nombre total d'étudiants internationaux au Canada, par province et territoire, 2024

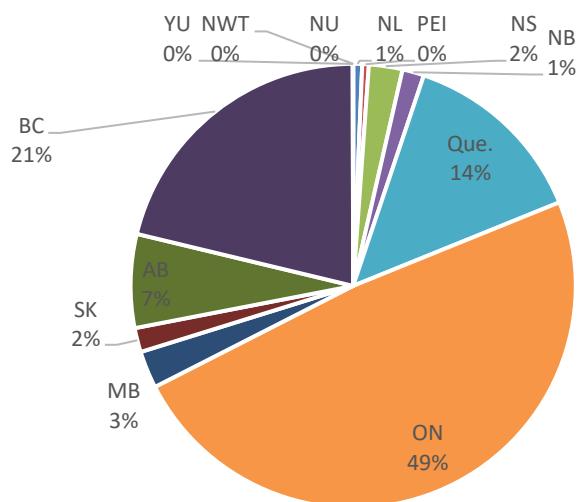
	Étudiants en séjour d'études de longue durée	Étudiants en séjour d'études de courte durée	Tous les étudiants
Terre-Neuve-et-Labrador	6 595	0	6 595
Île-du-Prince-Édouard	4 795	55	4 850
Nouvelle-Écosse	23 010	1 733	24 743
Nouveau-Brunswick	14 810	1 152	15 962
Québec	126 125	12 807	138 932
Ontario	463 495	29 133	492 628
Manitoba	26 415	1 029	27 444
Saskatchewan	17 340	473	17 813
Alberta	63 825	5 247	69 072
Colombie-Britannique	195 484	19 311	214 795
Yukon	255	0	255
Territoires du Nord-Ouest	65	0	65
Nunavut	20	0	20
Canada ⁹	942 234	70 940	1 013 174

Source : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, et Langues Canada, avec des ajustements par RKA

Comme on peut le voir à la figure 1, qui donne la distribution des étudiants internationaux au Canada par province et par territoire, l'Ontario compte la proportion la plus élevée de la population d'étudiants internationaux (48,6 % en 2024). La province ayant la deuxième plus grande part d'étudiants internationaux est la Colombie-Britannique, qui représentait 21,2 % du total en 2024, bien que sa part ait diminué par rapport aux années précédentes. Si l'on compare la part de la population de la Colombie-Britannique au Canada, sa part du marché des services aux étudiants internationaux est encore beaucoup plus élevée. Le Québec détient la troisième plus grande part du marché des services d'éducation internationale, avec 13,7 % du nombre d'étudiants en 2024. Toutes les autres provinces et tous les territoires ont également accueilli un nombre croissant d'étudiants internationaux : l'Alberta comptait 6,8 % de tous les étudiants internationaux en 2024; la Nouvelle-Écosse, 2,4 %; le Manitoba, 2,7 %; la Saskatchewan, 1,8 %; le Nouveau-Brunswick, 1,6 %; Terre-Neuve-et-Labrador, 0,7 %; et l'Île-du-Prince-Édouard, 0,5 %. Les trois territoires ont accueilli un très petit nombre d'étudiants internationaux.

⁹ Il convient de mentionner que le nombre total d'étudiants « en séjour de longue durée » indiqué ici ne correspond pas aux chiffres figurant dans le site Web d'IRCC relatifs au nombre d'étudiants internationaux titulaires d'un permis d'études valide au 31 décembre 2024, car un certain nombre de rajustements ont été nécessaires pour arriver à ces valeurs. Le nombre d'étudiants « en séjour de courte durée » a été calculé à l'aide des données du rapport annuel de 2024 de Langues Canada.

Figure 1 : Répartition du nombre total d'étudiants internationaux au Canada, par province/territoire, 2024



Source : Données d'IRCC et de Langues Canada, avec des ajustements par RKA

EN	FR
NL 1%	Terre-Neuve-et-Labrador 1 %
PEI 0%	Île-du-Prince-Édouard 0 %
NS 2%	Nouvelle-Écosse 2 %
NB 1%	Nouveau-Brunswick 1 %
Que 14%	Québec 14 %
ON 49%	Ontario 49 %
MB 3%	Manitoba 3 %
SK 2%	Saskatchewan 2 %
AB 7%	Alberta 7 %
BC 21%	Colombie-Britannique 21 %
YK 0%	Yukon 0 %
NWT 0%	Territoires du Nord-Ouest 0 %
NU 0%	Nunavut 0 %
Canada 100%	Canada (100 %)

Au cours des deux dernières décennies, le nombre de titulaires de permis d'études au Canada a plus que septuplé, chaque province et territoire enregistrant une progression. Bien que l'Ontario ait attiré le plus grand nombre d'étudiants internationaux, il convient de noter que c'est l'Île-du-Prince-Édouard qui a enregistré la plus forte augmentation en pourcentage du nombre de titulaires de permis d'études : de 2000 à 2024, l'augmentation en pourcentage a été de plus de 2 000 %. Le tableau 2 présente le nombre de titulaires de permis d'études en 2000 et en 2024, la troisième colonne indiquant le taux moyen d'augmentation par an pour les titulaires de permis d'études dans chaque province et territoire.

Tableau 2 : Nombre de titulaires de permis d'études au Canada, par province et territoire, 2000 et 2024

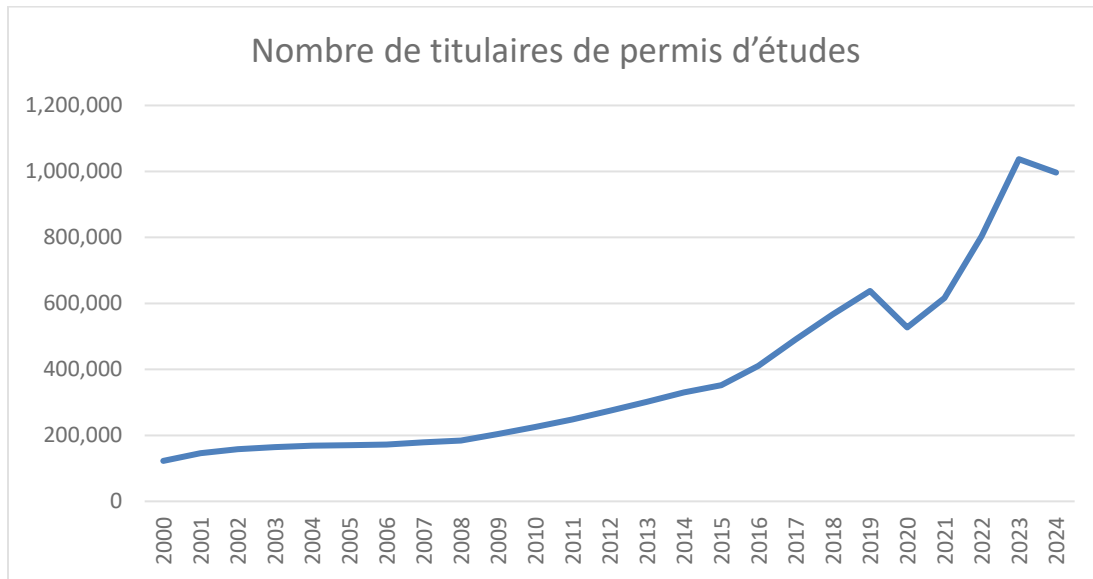
	Titulaires de permis d'études en 2000	Titulaires de permis d'études en 2024	Augmentation moyenne en % par année
Terre-Neuve-et-Labrador	690	6 950	10,1 %
Île-du-Prince-Édouard	235	4 945	13,5 %
Nouvelle-Écosse	3 075	24 410	9,0 %
Nouveau-Brunswick	1 825	15 545	9,3 %
Québec	22 770	128 010	7,5 %
Ontario	46 120	482 100	10,3 %
Manitoba	2 830	27 635	10,0 %
Saskatchewan	2 690	18 520	8,4 %
Alberta	9 430	71 545	8,8 %
Colombie-Britannique	32 885	203 995	7,9 %
Yukon	45	325	8,6 %
Territoires du Nord-Ouest	25	85	5,2 %
Nunavut	0	20	
Canada ¹⁰	122 620	996 375	9,1 %

Source : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

La figure 2 montre le nombre de titulaires de permis d'études au Canada au cours des deux dernières décennies. Ces étudiants « en séjour d'études de longue durée » continuent d'augmenter régulièrement, après une baisse en 2020 et 2021 due aux restrictions de voyage liées à la pandémie. En fait, l'augmentation du nombre d'étudiants « en séjour d'études de longue durée » entre 2021 et 2022 a été la plus importante, passant d'environ 616 365 à 803 580, soit une augmentation de 30,4 %. L'année suivante, 2023, a également enregistré la deuxième plus forte augmentation annuelle du nombre d'étudiants « en séjour de longue durée » (29,1 %).

¹⁰ Il convient de mentionner que le nombre total d'étudiants « en séjour de longue durée » indiqué ici ne correspond pas aux chiffres figurant dans le site Web d'IRCC relatifs au nombre d'étudiants internationaux titulaires d'un permis d'études valide au 31 décembre 2024, car un certain nombre de rajustements ont été nécessaires pour arriver à ces valeurs. Le nombre d'étudiants « en séjour de courte durée » a été calculé à l'aide des données du rapport annuel de 2024 de Langues Canada.

Figure 2 : Nombre total de titulaires de permis d'études au Canada, 2000 à 2024



Source : IRCC

Les données pour les étudiants en séjour d'études de courte durée ont été obtenues auprès de Langues Canada. Il convient de noter que la baisse sévère du nombre d'étudiants par rapport au nombre d'étudiants avant 2019 reflète l'important impact négatif de la pandémie de COVID-19 et ne reflète donc pas la force du secteur.

Le tableau 3 présente les dépenses annuelles engagées par ces étudiants internationaux, y compris celles rattachées aux activités touristiques des membres de la famille et des amis en visite. L'annexe 1 fournit des précisions sur les sources de données et les méthodes de rajustement des données brutes utilisées pour estimer les dépenses des étudiants internationaux.

Tableau 3 : Dépenses annuelles totales des étudiants internationaux au Canada, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)^{11 12}

	Étudiants en séjour d'études de longue durée	Dépenses touristiques supplémentaires des familles en visite	Étudiants en séjour d'études de courte durée	Dépenses touristiques supplémentaires des familles en visite	Tous les étudiants (y compris les dépenses de visite de la famille)
Terre-Neuve-et-Labrador	225,0 \$	2,4 \$	0 \$	0,0 \$	227,4 \$
Île-du-Prince-Édouard	177,6 \$	1,5 \$	1,6 \$	0,0 \$	180,7 \$
Nouvelle-Écosse	1 064,1 \$	8,2 \$	21,7 \$	0,3 \$	1 094,2 \$
Nouveau-Brunswick	574,1 \$	5,5 \$	15,2 \$	0,2 \$	594,9 \$
Québec	5 828,2 \$	40,8 \$	114,0 \$	1,9 \$	5 984,9 \$
Ontario	24 223,2 \$	164,3 \$	456,8 \$	4,4 \$	24 848,6 \$
Manitoba	984,6 \$	9,4 \$	7,2 \$	0,2 \$	1 001,4 \$
Saskatchewan	698,9 \$	6,3 \$	8,0 \$	0,0 \$	713,2 \$
Alberta	3 052,9 \$	23,1 \$	64,1 \$	0,8 \$	3 140,9 \$
Colombie-Britannique	9 329,9 \$	69,4 \$	275,6 \$	2,9 \$	9 677,7 \$
Yukon	8,7 \$	0,1 \$	0 \$	0 \$	8,8 \$
Territoires du Nord-Ouest	1,3 \$	0,0 \$	0 \$	0 \$	1,3 \$
Nunavut	0,4 \$	0,0 \$	0 \$	0 \$	0,4 \$
Canada	46 168,8 \$	331,0 \$	838,2 \$	10,6 \$	47 474,6 \$

Source : Sources de données détaillées, comme indiqué dans l'annexe 1, avec des ajustements par RKA

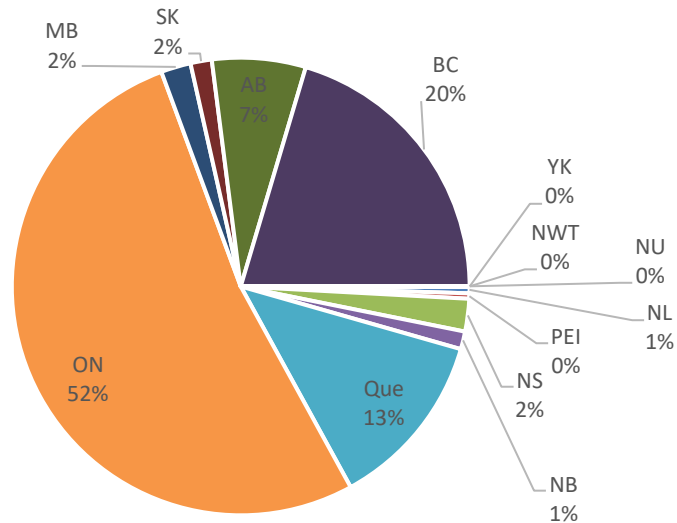
Au total, près de 47,5 G\$ ont été injectés dans l'économie canadienne en 2024 grâce aux dépenses des étudiants internationaux dans tout le pays.

¹¹ Il convient de mentionner que les écoles privées membres de Langues Canada n'ont déclaré aucun étudiant international en séjour de courte durée à Terre Neuve et Labrador et dans les trois territoires.

¹² Les estimations des dépenses par étudiant international dans les territoires, comme dans les provinces, sont fondées sur le nombre de titulaires de permis d'études fourni par IRCC. Cependant, il n'est pas certain que ces titulaires de permis d'études étudiaient en fait tous dans des établissements d'enseignement postsecondaire dans les territoires. Par exemple, les données d'IRCC pour 2022 montrent qu'il y avait 155 titulaires de permis d'études dans les territoires (135 au Yukon, 15 dans les Territoires du Nord-Ouest et 5 au Nunavut). Cependant, les données du tableau 37-10-0018-01 de Statistique Canada (*Effectifs postsecondaires, selon le régime d'études, le type d'établissement, le statut de l'étudiant au Canada et le genre de la personne*) ont montré qu'au cours de l'année universitaire 2022-2023,

La figure 3 illustre la distribution des dépenses totales des étudiants internationaux en 2024, par province et par territoire. Comme le montre la figure 1, l'Ontario représente la plus grande part des dépenses totales des étudiants de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada, suivie de la Colombie-Britannique. Les données présentées dans cette figure révèlent également que l'Ontario récolte une part des dépenses qui est supérieure à sa part des étudiants (52,3 % en 2024), ce qui reflète les frais de scolarité payés par les étudiants inscrits dans un programme universitaire.¹³

Figure 3 : Répartition des dépenses totales des étudiants internationaux au Canada, par province et territoire, 2024



Source : Diverses sources de données détaillées dans l'annexe 1, avec des ajustements par RKA

EN	FR
NL 1%	Terre-Neuve-et-Labrador 1 %
PEI 0%	Île-du-Prince-Édouard 0 %
NS 2%	Nouvelle-Écosse 2 %
NB 1%	Nouveau-Brunswick 1 %
Que 13%	Québec 13 %
ON 52%	Ontario 52 %
MB 2%	Manitoba 2 %
SK 2%	Saskatchewan 2 %
AB 7%	Alberta 7 %
BC 20%	Colombie-Britannique 20 %

l'inscription d'étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement postsecondaire financés par l'État dans les territoires ne s'élevait qu'à 18. Par conséquent, ces estimations peuvent être surévaluées et les lecteurs doivent être prudents dans l'interprétation des tendances et des impacts. IRCC arrondit également ses données sur les titulaires de permis d'études aux 5 les plus proches. Pour ces raisons, même si les données d'IRCC indiquent qu'il y avait 5 titulaires de permis d'études au Nunavut qui suivaient un enseignement ou une formation de niveau postsecondaire, nous n'en avons pas inclus dans le calcul de leurs dépenses annuelles.

¹³ Pour une comparaison des droits et frais de scolarité pour les programmes universitaires de premier et de deuxième cycle dans les différentes provinces du Canada, voir les tableaux de l'annexe 4.

Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024 12

YK 0%	Yukon 0 %
NWT 0%	Territoires du Nord-Ouest 0 %
NU 0%	Nunavut 0 %
Canada 100%	Canada (100 %)

Les étudiants en séjour d'études de longue durée avaient effectué 97,9 % des dépenses annuelles totales, contre 2,1 % pour les étudiants en séjour d'études de courte durée.

Tableau 4 : Dépenses moyennes par étudiant – Coût de l'éducation et coût de la vie pour les étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée

	2024
M-12	33 300 \$
Collège	45 500 \$
Université	57 300 \$
Autres études	34 700 \$
Tous les niveaux d'études	49 000 \$

Source : RKA, sur la base de divers ajustements détaillés à l'annexe 1

Le tableau 4 ci-dessus montre nos estimations du coût de l'éducation et des frais de subsistance par étudiant au Canada. Chez les étudiants en séjour d'études de longue durée, les dépenses moyennes par étudiant (y compris les frais de scolarité, les autres frais, les livres, le logement et les repas, le transport et les dépenses discrétionnaires, mais sans les dépenses des membres de la famille et des amis en visite) ont été estimées à 49 000 dollars en 2024.

Les dépenses totales des étudiants en séjour d'études de courte durée s'élevaient en moyenne à près de 1 100 dollars par semaine.

3.2. Impacts économiques

Comme nous l'avons expliqué dans la sous-section traitant de la méthodologie, lorsqu'une personne dépense pour se procurer un produit (biens ou services), le montant de cette dépense crée un besoin direct de production de ce produit. Toutefois l'effet économique ne s'arrête pas là. La production accrue de ce produit entraîne une production accrue de tous les biens et services intermédiaires qui sont utilisés pour réaliser le produit, et la production accrue générera, réciproquement, une plus grande demande d'autres produits et services utilisés pour produire ces produits intermédiaires. Les travailleurs sont donc à même de toucher des salaires supérieurs à mesure que la demande augmente et, parfois, ils décident de dépenser une partie de leurs gains supplémentaires pour se procurer plus de biens et de services. Ainsi, la demande initiale d'un produit crée un effet d'entraînement descendant dans le processus de production. C'est ce qu'on appelle les impacts directs et indirects combinés. Ces trois types d'impact sont habituellement estimés. Ils sont décrits brièvement ci-dessous.

- L'impact direct mesure l'augmentation de la production industrielle et l'augmentation de la main-d'œuvre d'un secteur résultant de l'afflux d'étudiants internationaux et de leurs

dépenses sur une base annuelle. Parmi les exemples d'impact direct, on peut citer les droits et les frais de scolarité payés aux établissements d'enseignement, l'achat de matériels d'études, le loyer, la nourriture, les loisirs, etc.

- L'impact indirect mesure le changement dans la demande de production industrielle et d'emploi dans les secteurs qui fournissent des biens et des services aux secteurs de l'économie touchés directement. Par exemple, les universités et les collègues doivent payer divers fournisseurs d'ordinateurs, de services de télécommunication et d'autres services; les produits alimentaires et autres produits d'épicerie vendus dans un supermarché proviennent d'agriculteurs et de fabricants de produits alimentaires qui doivent à leur tour acheter davantage de matières premières ou intermédiaires à leurs fournisseurs.
- L'impact induit mesure les changements dans la production et la demande d'emploi dans tous les secteurs de l'économie à la suite d'une augmentation du revenu des ménages touchés directement et indirectement. En ce qui concerne les dépenses des étudiants internationaux, cet impact découle de l'augmentation des dépenses, par exemple, du personnel enseignant des universités et des collègues qui donnent des cours aux étudiants internationaux, ou même de l'employé d'un fabricant de boissons qui approvisionne une épicerie locale, qui a bénéficié d'un afflux d'étudiants internationaux dans la région.

Bien que nous présentions dans ce rapport mis à jour les trois types de valeurs d'impact économique associées aux dépenses des étudiants internationaux, **il convient de mentionner que le rapport est axé sur les impacts directs et indirects combinés afin de dresser un portrait complet des impacts économiques.** D'une façon générale, il est admis que les impacts directs pris isolément sont incomplets, et qu'il se peut que l'impact total surestime les impacts de la dépense initiale dans certains cas.

Lorsque nous comparons le montant des dépenses totales des étudiants internationaux avec les chiffres d'autres secteurs de l'économie, les valeurs relatives au PIB, à l'emploi et aux exportations deviennent des variables clés. D'autres variables peuvent susciter l'intérêt des lecteurs, notamment celles relatives à la production, au revenu du travail et aux recettes fiscales. Les résultats sont présentés pour l'ensemble des étudiants internationaux, d'une part, et séparément pour les étudiants en séjour de longue durée et les étudiants en séjour de courte durée, d'autre part. Dans cette étude, nous présentons également les résultats pour un sous-ensemble d'étudiants en séjour d'études de longue durée, les étudiants francophones qui étudient en dehors de la province de Québec.

Pour produire ces valeurs d'impact, nous avons utilisé le modèle de simulation des impacts économiques de Statistique Canada afin d'estimer la contribution des étudiants internationaux au

PIB et à l'emploi de chaque province.¹⁴ Nous avons également établi les valeurs relatives à l'extrant et au revenu du travail.¹⁵

Les sections suivantes présentent les impacts directs et indirects combinés pour l'ensemble des étudiants, puis une analyse sur les étudiants en séjour d'études de longue durée puis sur les étudiants en séjour d'études de courte durée. Il existe également une section pour un sous-ensemble des étudiants en séjour d'études de longue durée – les étudiants francophones qui étudient en dehors de la province de Québec. Les impacts économiques directs et les impacts économiques totaux (combinaison des impacts directs, indirects et induits) sont présentés à l'annexe 2.

3.2.1 Impacts directs et indirects combinés

3.2.1.1. Total pour tous les étudiants

Le tableau 5 ci-dessous présente les résultats des impacts économiques directs et indirects combinés associés à tous les étudiants au Canada, par province et par territoire, en 2024.

Pour comprendre la relation entre les dépenses des étudiants internationaux et les différentes valeurs des impacts, nous soulignons que les dépenses des étudiants sont une composante importante qui contribue aux impacts directs sur l'économie canadienne. Toutefois, elle n'est pas égale à la valeur des impacts directs sur la production, ni à la valeur des impacts directs sur le PIB. La somme de 47,5 G\$ (dépenses annuelles des étudiants internationaux) représente la demande brute de produits et de services sur le marché intérieur. Pour répondre à cette demande, les industries concernées devront augmenter leur production. Une partie des 47,5 G\$ sert à payer les entrées (entrées intermédiaires). Certains produits pour lesquels ces étudiants dépensent de l'argent sont des importations (à la fois comme intrant intermédiaire et comme produit final). Ces montants doivent donc être compensés. Le modèle de simulation montre que les industries canadiennes ont dû produire collectivement des biens et des services d'une valeur de 43,6 G\$

¹⁴ Il convient de mentionner que le modèle d'estimation des impacts de Statistique Canada comprend deux types d'impacts sur l'emploi et multiplicateurs : un pour le nombre total d'emplois et un autre qui convertit ce dernier en nombre d'emplois équivalent temps plein (ETP). L'estimation du nombre total d'emplois couvre deux catégories principales : les emplois salariés et les emplois occupés par des travailleurs autonomes (y compris les personnes travaillant dans une entreprise familiale sans rémunération). Le nombre total d'emplois comprend les emplois à temps plein, à temps partiel et temporaires. Il ne tient pas compte du nombre d'heures travaillées par employé. Les emplois ETP comprennent les emplois salariés et les emplois occupés par des travailleurs autonomes, mais la conversion en ETP s'applique uniquement aux emplois salariés. La conversion est fondée sur la moyenne globale des heures travaillées à temps plein dans les secteurs des entreprises et du gouvernement.

L'impact du revenu du travail comprend trois composantes : les salaires et traitements, le revenu supplémentaire du travail et le revenu du travail du secteur non constitué en société. Cette variable reflète le rendement du travail dans la composition du PIB.

¹⁵ La production industrielle totale fait référence à la valeur des produits fabriqués, qu'ils soient utilisés comme produits intermédiaires (p. ex. une grume coupée d'un arbre pour la construction d'une maison) ou comme produits finaux (p. ex. une poutre dans une maison achevée). Si l'on calcule le produit intérieur brut de la même manière que l'on calcule la valeur de la production, le coût de la grume sera compté plusieurs fois, du produit brut à son utilisation finale en tant que poutre, et c'est une erreur. La valeur de la production industrielle totale inclut donc à la fois la valeur des intrants intermédiaires et la valeur des intrants primaires (ces derniers étant la main-d'œuvre et le capital de production). C'est la somme de ces valeurs, également appelée valeur ajoutée, qui est égale au produit intérieur brut national ou provincial.

(impact direct sur la production, dans le tableau 20 de l'annexe 2) pour répondre aux dépenses des étudiants, qui s'élèvent à 47,5 G\$. Les impacts directs sur le PIB ont été de 28,5 G\$ (tableau 20, annexe 2).

Tableau 5 : Impacts économiques directs et indirects de tous les étudiants internationaux, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	291,2 \$	176,3 \$	91,2 \$	1 703
Île-du-Prince-Édouard	225,7 \$	124,0 \$	71,5 \$	1 512
Nouvelle-Écosse	1 388,8 \$	864,6 \$	513,9 \$	10 331
Nouveau-Brunswick	826,6 \$	458,3 \$	259,6 \$	5 204
Québec	9 223,5 \$	5 222,8 \$	3 154,4 \$	59 388
Ontario	32 271,2 \$	20 150,8 \$	11 468,2 \$	199 053
Manitoba	1 454,7 \$	849,4 \$	472,6 \$	8 515
Saskatchewan	1 091,9 \$	629,3 \$	333,3 \$	5 847
Alberta	5 368,4 \$	3 118,5 \$	1 675,9 \$	29 128
Colombie-Britannique	11 531,3 \$	7 360,4 \$	4 315,6 \$	86 470
Yukon	11,1 \$	6,8 \$	3,9 \$	59
Territoires du Nord-Ouest	11,4 \$	5,6 \$	2,8 \$	31
Nunavut	5,2 \$	2,8 \$	1,3 \$	19
Canada	63 700,9 \$	38 969,9 \$	22 364,3 \$	407 262

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

En 2024, la contribution directe et indirecte combinée au PIB de toutes les dépenses des étudiants s'élevait à 39,0 G\$ au Canada, si l'on tient compte non seulement des secteurs directement touchés par les dépenses des étudiants internationaux, mais aussi des nombreuses autres industries de la chaîne d'approvisionnement de ceux qui sont directement touchés. En termes d'emploi, 407 260 emplois (l'équivalent de 281 040 ETP) ont été soutenus. Cet impact sur le PIB du Canada équivaut à 1,4 % du PIB du Canada.¹⁶

¹⁶ Le PIB du Canada aux prix de base peut être calculé à l'aide du tableau 36-10-0103-1 de Statistique Canada, Produit intérieur brut, en termes de revenus, trimestriel (x 1 000 000), les chiffres non ajustés étant obtenus en soustrayant du produit intérieur brut aux prix du marché les impôts moins les subventions sur les produits et les importations.

Cependant, **nous ne devrions pas comparer cet impact (impacts direct et indirect sur le PIB des dépenses totales annuelles des étudiants internationaux) avec la valeur du PIB d'un autre secteur aux prix de base.** Tout d'abord, les secteurs, ou industries, sont des établissements regroupés en fonction de la similitude des processus de production.

3.2.1.2. Étudiants en séjour d'études de longue durée

Le tableau 6 présente les impacts directs et indirects correspondants des étudiants internationaux qui séjournent au Canada pendant au moins six mois sur la production, le PIB, l'emploi et le revenu du travail de la province ou du territoire.

Tableau 6 : Impacts économiques directs et indirects des étudiants internationaux étudiant plus de six mois, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	289,2 \$	175,2 \$	90,7 \$	1 695
Île-du-Prince-Édouard	222,9 \$	122,6 \$	70,7 \$	1 496
Nouvelle-Écosse	1 362,5 \$	849,2 \$	505,4 \$	10 157
Nouveau-Brunswick	807,1 \$	447,8 \$	254,0 \$	5 090
Québec	9 036,5 \$	5 120,9 \$	3 095,2 \$	58 303
Ontario	31 654,8 \$	19 788,2 \$	11 276,5 \$	195 759
Manitoba	1 434,8 \$	839,8 \$	467,7 \$	8 424
Saskatchewan	1 074,2 \$	620,3 \$	329,2 \$	5 773
Alberta	5 251,7 \$	3 054,2 \$	1 644,4 \$	28 590
Colombie-Britannique	11 212,5 \$	7 163,6 \$	4 212,4 \$	84 470
Yukon	10,9 \$	6,7 \$	3,9 \$	58
Territoires du Nord-Ouest	11,1 \$	5,4 \$	2,7 \$	30
Nunavut	5,1 \$	2,8 \$	1,3 \$	19
Canada	62 373,4 \$	38 196,6 \$	21 953,9 \$	399 865

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Les valeurs montrent que la contribution totale au PIB des étudiants ayant séjourné au moins six mois au cours de l'année s'est élevée à près de 38,2 G\$ en 2024 au Canada. En termes d'emplois soutenus, les services d'éducation internationale ont soutenu 399 870 emplois (l'équivalent de 275 820 ETP) au Canada.

Par exemple, les collèges et les universités effectuent de l'éducation postsecondaire et l'enseignement. Dans notre rapport, les « services d'éducation internationale » sont mesurés par le total des dépenses annuelles des étudiants, non seulement pour l'éducation, mais aussi pour les frais de subsistance. Cela signifie que les « services d'éducation internationale », tels que nous les définissons, sont servis par de nombreux secteurs. En outre, aucune industrie canadienne ne déclare la valeur de son PIB en tenant compte de ses contributions directes et indirectes à l'économie. *Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024* 17

Rapport final – le 25 août 2025

3.2.1.3. Étudiants de programmes de courte durée de Langues Canada

Lorsque nous tenons compte des dépenses des étudiants inscrits à des programmes linguistiques de courte durée qui étudient dans les écoles privées membres de Langues Canada, ces étudiants internationaux ont contribué directement et indirectement à hauteur de 772,9 M\$ supplémentaires au PIB et ont soutenu 7 390 emplois (l'équivalent de 5 200 ETP) en 2024. Ces résultats sont présentés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Impacts économiques directs et indirects des étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	2,0 \$	1,1 \$	0,6 \$	8
Île-du-Prince-Édouard	2,8 \$	1,4 \$	0,8 \$	16
Nouvelle-Écosse	26,3 \$	15,5 \$	8,6 \$	173
Nouveau-Brunswick	19,5 \$	10,5 \$	5,6 \$	114
Québec	187,0 \$	101,9 \$	59,2 \$	1 085
Ontario	616,0 \$	362,4 \$	191,6 \$	3 291
Manitoba	19,8 \$	9,7 \$	5,0 \$	91
Saskatchewan	17,7 \$	9,0 \$	4,1 \$	75
Alberta	116,7 \$	64,3 \$	31,5 \$	538
Colombie-Britannique	318,6 \$	196,8 \$	103,1 \$	2 000
Yukon	0,2 \$	0,1 \$	0,1 \$	1
Territoires du Nord-Ouest	0,3 \$	0,1 \$	0,1 \$	1
Nunavut	0,1 \$	0,1 \$	0,0 \$	0
Canada	1 327,0 \$	772,9 \$	410,1 \$	7 392

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Il convient de noter que, même s'il n'y a pas eu de dépenses annuelles directes pour les étudiants à Terre-Neuve-et-Labrador, il y a eu des valeurs d'impact dans la production, le PIB, le revenu du travail et l'emploi en raison de l'effet du commerce interprovincial. Le même raisonnement s'applique aux valeurs d'impact indiquées pour les trois territoires, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

3.2.1.4. Étudiants francophones étudiant à l'extérieur du Québec

Dans cette étude visant à mettre à jour l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux, le rapport comprendra également un volet sur l'impact économique des étudiants internationaux francophones dans les communautés hors Québec, c'est-à-dire les étudiants qui étudient dans des établissements offrant des programmes en langue française à l'extérieur du Québec. Cette composante serait basée sur une compilation de données plus récentes sur le nombre d'étudiants internationaux (en utilisant les permis d'études comme indicateurs) et leurs dépenses au Canada.

Les données fournies par IRCC indiquent qu'il y avait 18 965 titulaires de permis d'études désignés pour étudier dans des programmes de langue française dans des communautés en dehors de la province de Québec au 31 décembre 2024. Ces étudiants étaient considérés comme des étudiants « en séjour d'études de longue durée ». Cependant, aucun détail sur le niveau de l'étude n'est disponible en raison de la petite taille de cette cohorte dans de nombreuses communautés. Les données sont regroupées en sous-totaux dans chaque province et territoire, et les dépenses (y compris le coût de l'éducation et le coût de la vie) ont été calculées sur la base du montant moyen par étudiant dans une province ou un territoire donné. Il est à noter que sur les 18 965 titulaires de permis d'études, quelque 4 500 n'ont pas indiqué de province ou de territoire comme destination pour poursuivre leurs études, et n'ont donc pas été pris en compte dans nos calculs.

Comme pour tous les étudiants en séjour d'études de longue durée, nous avons prévu une allocation pour les dépenses supplémentaires engagées lorsque la famille et les amis visitent le Canada pendant que les étudiants y séjournent.

Au total, ces étudiants francophones ont apporté au Canada une activité économique d'une valeur de 703,3 M\$. Cela se traduit par une contribution directe et indirecte combinée au PIB de 572,9 M\$ à l'économie canadienne, 324,7 M\$ de revenus du travail gagnés et 5 800 emplois soutenus. Ces résultats sont présentés dans le tableau 8.

Tableau 8 : Impacts économiques directs et indirects des étudiants internationaux francophones, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	3,5 \$	2,2 \$	1,1 \$	19
Île-du-Prince-Édouard	5,0 \$	2,8 \$	1,6 \$	33
Nouvelle-Écosse	34,1 \$	21,4 \$	12,9 \$	256
Nouveau-Brunswick	111,9 \$	65,7 \$	36,1 \$	772
Québec	45,3 \$	21,1 \$	12,6 \$	189
Ontario	608,7 \$	382,3 \$	217,3 \$	3 794
Manitoba	19,4 \$	11,1 \$	6,1 \$	110
Saskatchewan	10,1 \$	5,3 \$	2,6 \$	45
Alberta	49,3 \$	27,4 \$	14,4 \$	236
Colombie-Britannique	53,8 \$	33,1 \$	19,8 \$	378
Yukon	0,3 \$	0,2 \$	0,1 \$	2
Territoires du Nord-Ouest	0,4 \$	0,2 \$	0,1 \$	1
Nunavut	0,1 \$	0,0 \$	0,0 \$	0
Canada	941,8 \$	572,9 \$	324,7 \$	5 836

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

3.2.1.5. Recettes fiscales perçues par le gouvernement

Dans la présente sous-section, nous démontrons davantage l'importance des dépenses totales des étudiants internationaux au regard des revenus fiscaux. En règle générale, les revenus fiscaux proviennent de l'impôt sur le revenu des particuliers, des taxes indirectes moins les subventions, de l'impôt des sociétés et des redevances sur les ressources naturelles. Dans la présente étude, nous avons pu estimer l'impôt sur le revenu des particuliers et les taxes indirectes.

Les taxes indirectes appliquées dans le processus de production des extrants et des services comprennent à la fois les taxes indirectes sur la production (comme les impôts fonciers) et les taxes indirectes sur les produits (comme les taxes de vente fédérale et provinciale).¹⁷

¹⁷ Les types de taxes peuvent être les suivants : impôts sur produits de l'administration fédérale (taxe fédérale tirée de la loterie et des courses, taxe fédérale sur l'essence, taxe fédérale d'accise, droits fédéraux d'accise, redevance environnementale fédérale, taxe fédérale sur le transport aérien, taxe fédérale sur les ventes [TPS/TVH]) et impôts fédéraux sur la production; impôts sur produits des administrations provinciales (taxe provinciale sur la quantité de gallons de vin et d'alcool, bénéfices commerciaux provinciaux tirés de l'alcool et de la loterie, taxe provinciale sur l'essence, taxe provinciale d'amusement, redevance environnementale provinciale, taxe de vente provinciale, taxe de

Les revenus fiscaux peuvent être établis en utilisant le modèle des dépenses de Statistique Canada pour calculer le montant des taxes indirectes appliquées dans le processus de production des extrants et des services d'un secteur d'activité. Il convient de mentionner que le modèle de Statistique Canada estime les impacts sur les revenus fiscaux pour déterminer uniquement les impacts directs et indirects combinés et l'impact total (direct, indirect et induit).

Outre les taxes indirectes, un autre type de recette fiscale est généré par l'impôt sur le revenu du travail.¹⁸ Le modèle des dépenses de Statistique Canada n'estimait pas automatiquement l'impôt sur le revenu des particuliers. Nous avons plutôt obtenu ces valeurs en appliquant au revenu du travail les taux moyens de l'impôt sur le revenu des particuliers dans chaque province et territoire, d'après les chiffres tirés du modèle des dépenses de Statistique Canada.

Les quatre tableaux suivants donnent nos estimations des impacts sur les revenus fiscaux, d'abord pour l'ensemble des dépenses des étudiants internationaux en une année, et ensuite selon que les étudiants étaient en séjour d'études de longue durée ou de courte durée, respectivement. Le tableau 12 montre l'impact sur les recettes fiscales des étudiants francophones qui étudient à l'extérieur de la province de Québec.

vente harmonisée provinciale [TVH]) et impôts provinciaux sur production; taxes municipales sur les produits (taxe locale d'amusement ou taxe locale sur les ventes au détail) et les taxes municipales sur la production; ainsi que les taxes du gouvernement autochtone sur les produits.

¹⁸ Les valeurs de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été calculées en appliquant les taux moyens d'imposition sur le revenu des particuliers dans chaque province et territoire au revenu du travail. Les taux moyens d'imposition des particuliers ont été calculés à partir des données disponibles dans le Tableau 36-10-0224-01 – Secteur des ménages, comptes courants – provinciaux et territoriaux, annuel.

Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024 21

Rapport final – le 25 août 2025

Tableau 9 : Impacts (directs et indirects) sur les recettes fiscales des dépenses de tous les étudiants internationaux, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	25,4 \$	18,9 \$	44,3 \$
Île-du-Prince-Édouard	20,0 \$	13,4 \$	33,4 \$
Nouvelle-Écosse	113,4 \$	102,8 \$	216,1 \$
Nouveau-Brunswick	70,1 \$	46,5 \$	116,7 \$
Québec	821,8 \$	642,3 \$	1 464,0 \$
Ontario	2 630,1 \$	2 329,1 \$	4 959,2 \$
Manitoba	113,7 \$	86,9 \$	200,6 \$
Saskatchewan	61,1 \$	56,7 \$	117,8 \$
Alberta	272,3 \$	317,7 \$	590,0 \$
Colombie-Britannique	853,7 \$	780,2 \$	1 633,9 \$
Yukon	0,5 \$	0,5 \$	1,1 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,2 \$	0,5 \$	0,7 \$
Nunavut	0,1 \$	0,2 \$	0,3 \$
Canada	4 982,5 \$	4 395,5 \$	9 378,0 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 10 : Impacts (directs et indirects) sur les recettes fiscales des dépenses des étudiants internationaux étudiant plus de six mois, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	25,4 \$	18,7 \$	44,1 \$
Île-du-Prince-Édouard	19,8 \$	13,2 \$	33,0 \$
Nouvelle-Écosse	110,6 \$	101,0 \$	211,6 \$
Nouveau-Brunswick	68,2 \$	45,5 \$	113,7 \$
Québec	804,2 \$	630,2 \$	1 434,4 \$
Ontario	2 569,5 \$	2 290,2 \$	4 859,7 \$
Manitoba	112,4 \$	86,0 \$	198,4 \$
Saskatchewan	60,0 \$	56,0 \$	116,0 \$
Alberta	265,4 \$	311,8 \$	577,2 \$
Colombie-Britannique	823,8 \$	761,5 \$	1 585,3 \$
Yukon	0,5 \$	0,5 \$	1,0 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,2 \$	0,4 \$	0,7 \$
Nunavut	0,1 \$	0,2 \$	0,3 \$
Canada	4 860,1 \$	4 315,3 \$	9 175,4 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 11 : Impacts (directs et indirects) sur les recettes fiscales des dépenses des étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	0,0 \$	0,1 \$	0,2 \$
Île-du-Prince-Édouard	0,2 \$	0,1 \$	0,4 \$
Nouvelle-Écosse	2,8 \$	1,7 \$	4,5 \$
Nouveau-Brunswick	2,0 \$	1,0 \$	3,0 \$
Québec	17,6 \$	12,1 \$	29,6 \$
Ontario	60,5 \$	38,9 \$	99,4 \$
Manitoba	1,3 \$	0,9 \$	2,2 \$
Saskatchewan	1,0 \$	0,7 \$	1,7 \$
Alberta	6,9 \$	6,0 \$	12,9 \$
Colombie-Britannique	29,9 \$	18,6 \$	48,6 \$
Yukon	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Nunavut	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Canada	122,4 \$	80,2 \$	202,5 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Les recettes fiscales totales générées par les taxes indirectes et l'impôt sur le revenu des particuliers associés aux dépenses des étudiants internationaux en 2024 ont été estimées à 9,4 G\$, lorsque les impacts directs et indirects ont été combinés.

En ce qui concerne la composante des étudiants internationaux francophones qui étudient dans des communautés hors de la province de Québec, nous avons estimé que leurs dépenses annuelles ont contribué à 139,1 millions de dollars de recettes publiques.

Tableau 12 : Impacts (directs et indirects) sur les recettes fiscales des dépenses des étudiants internationaux francophones, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	0,2 \$	0,2 \$	0,4 \$
Île-du-Prince-Édouard	0,4 \$	0,3 \$	0,7 \$
Nouvelle-Écosse	2,5 \$	2,6 \$	5,1 \$
Nouveau-Brunswick	12,4 \$	6,5 \$	18,9 \$
Québec	1,3 \$	2,6 \$	3,9 \$
Ontario	50,6 \$	44,1 \$	94,8 \$
Manitoba	1,5 \$	1,1 \$	2,6 \$
Saskatchewan	0,5 \$	0,4 \$	0,9 \$
Alberta	2,0 \$	2,7 \$	4,8 \$
Colombie-Britannique	3,4 \$	3,6 \$	7,0 \$
Yukon	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Nunavut	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Canada	75,0 \$	64,2 \$	139,1 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

4. Étudiants internationaux et exportations du Canada

Étant donné que les dépenses en biens et services des étudiants internationaux constituent des revenus provenant de l'étranger, les services d'éducation internationale sont considérés sous cet angle comme une exportation du Canada.

Dans la présente section, nous comparons la valeur des dépenses totales consacrées aux services d'éducation internationale, mesurées selon les dépenses totales au Canada, avec la valeur totale des exportations de services et de marchandises à l'étranger. Nous présentons également une comparaison de la valeur totale des dépenses des étudiants internationaux des dix principaux pays d'origine avec la valeur des exportations canadiennes à destination de ces pays.

Dans le compte officiel de la balance des paiements du Canada, les dépenses des étudiants internationaux correspondent à des « voyages personnels liés à l'éducation », qui font partie des exportations totales de services du Canada. Nous croyons que l'estimation de Statistique Canada relative aux voyages personnels liés à l'éducation sous-estime peut être la valeur réelle des dépenses totales des étudiants internationaux; c'est pourquoi nous présentons une autre façon d'évaluer ces dépenses dans le présent rapport. Nous présentons à l'annexe 3 une description détaillée de la manière de rapprocher ces deux séries d'estimations.

4.1. Dépenses des étudiants internationaux et échanges commerciaux du Canada

Nous estimons que la valeur totale des dépenses des étudiants internationaux au Canada s'élevait à près de 47,5 G\$ en 2024. Comparées aux exportations totales de services du Canada en 2024, qui incluaient les dépenses des étudiants internationaux et s'élèvent à 236,2 G\$,¹⁹ les dépenses des étudiants internationaux représentaient 20,1 % de la valeur totale des exportations de services du Canada. Bien qu'elles ne soient pas précisément calculées dans ce rapport, les dépenses totales des étudiants internationaux entre 2023 et 2024 auraient augmenté, malgré le fait que le nombre total de titulaires de permis d'études en 2024 ait diminué de près de 4,0 %, en raison de l'augmentation continue du coût de l'éducation et du coût de la vie.²⁰ À titre de comparaison, les exportations totales de services du Canada ont augmenté de 13,3 % en 2023 par rapport à l'année précédente.

Le Canada est connu pour ses exportations dans les secteurs des ressources comme le pétrole, le gaz naturel, la foresterie et l'exploitation minière. Peu de gens réalisent que les dépenses des étudiants internationaux apportent également une contribution substantielle.

En 2024, le montant total des dépenses des étudiants internationaux (47,5 G\$) a dépassé la valeur des exportations canadiennes dans de nombreuses catégories de produits, par exemple le bois et les produits du bois (18,5 G\$), les engrais (9,1 G\$) ou les machines et équipements électriques ou électroniques (23,9 G\$). Les dépenses totales des étudiants internationaux en 2024 équivalaient à environ 6,1 % de la valeur totale des exportations de marchandises du Canada (780,8 G\$). Les

¹⁹ Statistique Canada. Tableau 36-10-0007-01, Transactions internationales de services, par certains pays, annuel (x 1 000 000). Les données pour 2024 ne sont pas disponibles au moment de la préparation de ce rapport. Nous avons supposé que les exportations totales de services du Canada auraient augmenté du même pourcentage entre 2022 et 2023.

²⁰ Sur la base du pourcentage d'augmentation du nombre de titulaires de permis d'études au Canada (au 31 décembre 2023 et en 2024; voir la section 3.1 du présent rapport).

impacts des dépenses totales des étudiants internationaux sur les échanges commerciaux sont présentés dans les tableaux 13 et 14.

Tableau 13 : Comparaison des services d'éducation internationale, mesurés par les dépenses totales des étudiants internationaux, avec les autres principales exportations de marchandises du Canada, 2024²¹

	Exportations de biens (G\$)
27 – Combustibles minéraux, huiles minérales, matières bitumineuses et cires minérales	199,5 \$
87 – Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	79,4 \$
84 – Réacteurs nucléaires, chaudières, machines et appareils mécaniques	56,2 \$
<i>Dépenses totales des étudiants internationaux</i>	<i>47,5 \$</i>
71 – Perles fines ou de culture, pierres gemmes, métaux précieux, monnaies, etc.	46,9 \$
85 – Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement, etc.	23,9 \$
39 – Matières plastiques et ouvrages en ces matières	22,0 \$
44 – Bois et ouvrages en bois; charbon de bois	18,5 \$
76 – Aluminium et ouvrages en aluminium	17,5 \$
26 – Minerais, scories et cendres	16,0 \$
30 – Produits pharmaceutiques	15,5 \$
Exportations totales de marchandises	780,8 \$

Source : RKA et Données sur le commerce en direct

²¹ Les données relatives aux exportations de marchandises du Canada proviennent de la page Web Données sur le commerce en direct du gouvernement du Canada (<https://ised-isde.canada.ca/site/donnees-commerce-direct/fr>). Pour générer le rapport sur le commerce, nous sélectionnons les données par produit en fonction des 25 principaux chapitres de produits (sur la base des codes HS2 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises), dans la catégorie des exportations totales.

Tableau 14 : Comparaison des services d'éducation internationale, mesurés par les dépenses totales des étudiants internationaux, et les exportations de services et de marchandises du Canada, 2024

	Valeur	Dépenses des étudiants internationaux en % des exportations
Dépenses annuelles totales – tous les étudiants internationaux	47,5 G\$	
Exportations de services du Canada *	236,2 G\$	20,1 %
Exportations de marchandises du Canada	780,8 G\$	6,1 %

* La valeur en 2024 n'était pas disponible au moment de la rédaction du rapport. Estimation à partir de la valeur de 2023 et de la variation en pourcentage entre 2022 et 2023.

Source : RKA, tableau 36-10-0007-01 de Statistique Canada et Données sur le commerce en direct

4.2. Impact commercial des étudiants internationaux des dix principaux pays d'origine

Dans le marché des étudiants internationaux, près des trois quarts de l'ensemble des étudiants internationaux viennent d'un des dix principaux pays d'origine.²² L'Inde, la Chine et le Nigeria sont les trois principaux pays d'origine des étudiants en séjour d'études de longue durée. Le Japon et le Brésil sont les deux principaux pays d'origine des étudiants en séjour d'études de courte durée.

En ce qui concerne les pays d'origine, le nombre d'étudiants en provenance de l'Inde représentait à lui seul près de 40 % du nombre total d'étudiants en séjour d'études de longue durée. Les étudiants des trois principaux pays d'origine (Inde, Chine et Nigeria) représentaient un peu plus de la moitié de l'ensemble des étudiants en séjour d'études de longue durée.

Le Japon et le Brésil sont les deux principaux pays d'origine des étudiants qui étudient dans le cadre de programmes de formation linguistique de courte durée au Canada. Les étudiants provenant des dix principaux pays d'origine représentaient plus de 70 % de tous ces étudiants. Voir l'annexe 4 pour des renseignements détaillés sur les pays d'origine.

Le tableau 15 présente les dépenses annuelles estimées des étudiants internationaux des dix principaux pays d'origine, en utilisant le nombre d'étudiants internationaux « en séjour d'études de longue durée » comme indicateur aux fins du calcul. Nous n'avons pas inclus les étudiants en séjour d'études de courte durée dans le calcul des dépenses totales en raison de la limitation des données. Afin de créer un profil de dépenses pour les étudiants de chacun des dix principaux pays d'origine, nous avons appliqué la même méthodologie que celle utilisée pour calculer le profil de dépenses total pour tous les étudiants en séjour d'études de longue durée, en utilisant les données d'IRCC par province et territoire et par niveau d'études pour chaque pays, et en procédant à des ajustements le cas échéant.

²² Les 10 principaux pays d'origine sont classés en fonction du nombre d'étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée au Canada. Celles-ci figurent dans le tableau 35 de l'annexe 4.

Tableau 15 : Estimation des dépenses annuelles des étudiants internationaux provenant des 10 principaux pays d'origine (mesurées en fonction des étudiants en séjour d'études de longue durée), 2024

	Dépenses annuelles totales	Pourcentage du total
Inde	19 047 378 150 \$	41,3 %
Chine, République populaire de	4 662 031 071 \$	10,1 %
Nigéria	2 167 082 842 \$	4,7 %
Philippines	1 327 107 064 \$	2,9 %
France	1 023 532 379 \$	2,2 %
Iran	1 139 459 562 \$	2,5 %
Népal	1 123 201 141 \$	2,4 %
Vietnam	799 635 752 \$	1,7 %
Algérie	787 065 581 \$	1,7 %
Bangladesh	766 775 319 \$	1,7 %
Total des 10 premiers pays	32 843 268 862 \$	71,1 %
Tous les pays	46 168 776 905 \$	100,0 %

Source : RKA en utilisant les données d'IRCC sur les titulaires de permis d'études et appliquant l'ajustement

Le tableau 16 montre le montant des dépenses annuelles des étudiants internationaux des dix premiers pays d'origine, comparé à la valeur des exportations de services et de marchandises du Canada vers ces mêmes pays.

Tableau 16 : Comparaison des dépenses annuelles des étudiants internationaux des 10 premiers pays d'origine et avec exportations de services et de marchandises du Canada, 2024

	Valeur	Dépenses des étudiants internationaux en % des exportations
Dépenses annuelles totales – étudiants internationaux des 10 principaux pays d'origine	32,8 G\$	
Exportations de services du Canada vers les mêmes pays ²³	51,0 G\$	64,4 %
Exportations de marchandises du Canada vers les mêmes pays	45,4 G\$	72,3 %

Source : RKA, tableau de Statistique Canada 36-10-0007-01 (Transactions internationales de services, par certains pays, annuel) et tableau 12-10-0171-01 (Commerce international de marchandises du Canada par pays et par section de produits sur une base douanière, annuel [x 1,000]) de Statistique Canada

²³ Il est à noter que toutes les données sur les exportations de services ne sont pas disponibles pour les dix pays du

tableau 36-10-0007-01 de Statistique Canada (Transactions internationales de services, par certains pays, annuel). Par exemple, il n'existe pas de données précises sur les exportations de services vers l'Algérie. Au lieu de cela, les données que nous avons utilisées concernent les « pays du Maghreb », à savoir l'Algérie, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie et le Sahara occidental. De même, il n'existe pas de données précises concernant les exportations de services vers le Népal. En revanche, les données que nous avons utilisées concernent les « autres pays d'Asie centrale et orientale ».

Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024 30

Rapport final – le 25 août 2025

5. Tendances relatives aux inscriptions des étudiants internationaux et aux impacts économiques au Canada

Roslyn Kunin and Associates (RKA) a jusqu'à maintenant participé à la production d'estimations des dépenses des étudiants internationaux et des impacts économiques connexes pour sept années (2008, 2010, 2014, 2015, 2016, 2022 et 2024) dans le cadre de six études distinctes (2009, 2012, 2016, 2017, 2023 et 2025). Si les études préparées en 2016 et 2017, ainsi qu'en 2023, suivent essentiellement la même approche méthodologique que les rapports antérieurs préparés en 2009 et 2012, il existe des différences dans les sources de données, les hypothèses et la spécification du modèle, en plus de l'utilisation de données plus récentes pour les estimations d'impact de 2014 à 2022. Les lecteurs pourront néanmoins se faire une idée de l'ampleur des impacts.

Dans la présente section, nous présentons des valeurs comparables, le cas échéant, et faisons ressortir les tendances relatives à l'inscription des étudiants internationaux et aux impacts économiques grandissants de ces étudiants sur l'économie canadienne.

5.1. Comparaison du nombre d'étudiants internationaux

Le tableau 17 ci-dessous montre l'évolution du nombre d'étudiants internationaux entre 2008 et 2024.²⁴

Tableau 17 : Comparaison du nombre d'étudiants internationaux au Canada, 2008, 2010, 2014-2016, 2022 et 2024

	Étudiants en séjour d'études de longue durée	Étudiants en séjour d'études de courte durée	Tous les étudiants
2008	178 227	101 943	280 170
2010	218 245	110 157	328 402
2014	330 706	107 451	438 157
2015	345 793	112 036	457 828
2016	408 176	115 796	523 971
2022	769 515	74 929	844 444
2024	942 234	70 940	1 013 174

De 2008 à 2016, le nombre d'étudiants internationaux venus étudier au Canada a augmenté de 87,0 %, ou à un taux annuel moyen de 8,1 %. Cette augmentation est principalement attribuable au nombre d'étudiants en séjour d'études de longue durée, c'est-à-dire ceux qui étudient plus de six mois au cours d'une année donnée. Les inscriptions dans cette catégorie d'étudiants ont plus que doublé entre 2008 et 2016, soit à un taux de croissance annuelle de 10,9 %.

²⁴ Il est à noter que ces chiffres sont tirés de l'étude actuelle et des études précédentes menées par RKA. Le nombre sous-jacent de titulaires de permis d'études a été ajusté par IRCC au cours des années précédentes. Si la tendance générale est valable, l'ampleur exacte du changement doit être interprétée avec prudence.

De 2015 à 2016, le nombre d'étudiants internationaux a fait un bond impressionnant de 14,4 %. Cette croissance est principalement attribuable à l'augmentation du nombre d'étudiants venus de l'Inde pour étudier au niveau collégial dans le cadre d'un séjour d'études de longue durée.

L'année 2022 a vu l'augmentation du nombre d'étudiants en séjour d'études de longue durée au Canada, après une baisse en 2020 et 2021 due aux restrictions de voyage imposées par la pandémie de COVID-19. Le nombre de titulaires de permis d'études en provenance de l'Inde a augmenté de 47 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 319 130 en 2022. Le nombre d'étudiants en séjour d'études de longue durée a encore augmenté en 2023, atteignant le niveau le plus élevé de 1 037 165 (titulaires de permis d'études non ajustés par IRCC). Avec les changements de politique d'immigration annoncés en février 2024, le nombre d'étudiants en séjour d'études de longue durée en 2024 était inférieur à celui de 2023, mais toujours supérieur à celui de 2022. Entre 2022 et 2024, le nombre total d'étudiants internationaux au Canada (y compris les étudiants en séjour d'études de longue durée et de courte durée) a augmenté de 20 %.

Le nombre d'étudiants en séjour d'études de courte durée en 2024 a été calculé à partir du rapport annuel 2024 de Langues Canada et d'autres données fournies par Langues Canada. Il convient de noter que la baisse sévère du nombre d'étudiants par rapport au nombre d'étudiants avant 2019 résulte de l'important impact négatif de la pandémie de COVID-19 et ne reflète donc pas la force du secteur.

Le tableau ci-dessus montre que le nombre total d'étudiants internationaux au Canada a augmenté de 61,2 % entre 2016 et 2022, à un taux de croissance impressionnant de 8,3 % par an. De 2022 à 2024, le nombre d'étudiants internationaux venus étudier au Canada a augmenté de 20,0 %, ou à un taux annuel moyen de 9,5 %.

Toutefois, il convient de noter que le nombre d'étudiants internationaux devrait diminuer à partir de 2025, en raison des modifications de la politique d'immigration annoncées en février 2024. Par conséquent, les impacts indiqués en 2024 devraient diminuer de manière importante à compter de 2025. Selon IRCC – Titulaires de permis d'études selon le pays de citoyenneté et l'année à laquelle le permis est entré en vigueur, si l'on compare les premiers trimestres, on constate une diminution de 21 % au premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024. À titre de comparaison, la diminution en 2020 (année de la pandémie) était de 26 %.

5.2. Comparaison des dépenses globales

Le tableau 18 ci-dessous présente les valeurs des dépenses annuelles totales des étudiants internationaux entre 2014 et 2024.

Tableau 18 : Comparaison des dépenses globales des étudiants internationaux au Canada, 2014-2016, 2022 et 2024

	Tous les étudiants
2014	11,4 G\$
2015	12,8 G\$
2016	15,5 G\$
2022	37,3 G\$
2024	47,5 G\$

Entre 2016 et 2022, les dépenses annuelles totales des étudiants internationaux ont plus que doublé, passant de 15,5 G\$ en 2016 à plus de 37,3 G\$ en 2022. Cela représente une augmentation de 15,7 % par année. Entre 2014 et 2022, les dépenses totales des étudiants internationaux ont augmenté de 16,0 % par an. Le taux d'augmentation des dépenses globales des étudiants est nettement plus rapide que le taux d'augmentation du nombre d'étudiants internationaux, ce qui reflète l'augmentation du coût de l'éducation, ainsi que l'augmentation du coût de la vie au cours des dernières années.

Entre 2022 et 2024, les dépenses annuelles totales des étudiants internationaux ont augmenté de 27,3 %, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 12,8 %.

5.3. Comparaison des impacts directs et indirects combinés

Enfin, nous présentons les valeurs des impacts économiques combinés des dépenses annuelles totales des étudiants internationaux sur l'économie canadienne.

Tableau 19 : Comparaison des impacts économiques directs et indirects combinés des étudiants internationaux au Canada, 2014-2016, 2022 et 2024

	2014	2015	2016	2022	2024	Pourcentage de variation 2022-2024	Pourcentage de variation 2014-2024
PIB	9,3 G\$	10,5 G\$	12,8 G\$	30,9 G\$	22,3 G\$	26 %	+318 %
Emplois	122 680	140 010	168 860	361 233	407 262	13 %	+232 %
Recettes fiscales	2,1 G\$	2,3 G\$	2,8 G\$	7,4 G\$	9,4 G\$	27 %	+348 %

Comme le montre le tableau, l'impact combiné direct et indirect des dépenses des étudiants internationaux sur le PIB a augmenté de 26 % entre 2022 et 2024, et de 318 % (soit plus de quatre fois) entre 2014 et 2024. Les dépenses des étudiants internationaux ont soutenu

Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024

directement et indirectement 407 260 emplois au Canada en 2024, ce qui représente une augmentation de 13 % par rapport à 2022. Les recettes fiscales du gouvernement provenant des dépenses des étudiants internationaux sont passées de 2,1 G\$ en 2014 à 7,4 G\$ en 2022, puis à 9,4 G\$ en 2024, soit une augmentation de 348 %, c'est-à-dire qu'elles ont plus que quadruplé. Cela signifie que, directement et indirectement, les recettes fiscales ont augmenté de 16,2 % par an entre 2014 et 2024.

6. Conclusions

Ce rapport fournit une estimation des impacts économiques au Canada en 2024 et constitue une mise à jour des évaluations précédentes préparées pour Affaires mondiales Canada pour les années 2008, 2010, 2014, 2015, 2016 et 2022. Il repose principalement sur des données d'IRCC sur les étudiants internationaux venus étudier au Canada pour une période de plus de six mois et des données de Langues Canada sur les étudiants en séjour d'études de courte durée. Plusieurs autres sources secondaires ont été utilisées pour recueillir de l'information en vue d'estimer l'impact quantitatif des étudiants internationaux sur l'économie canadienne.

En plus de mesurer l'impact économique des dépenses engagées pour payer les frais de scolarité et les frais de subsistance, l'étude a aussi fait ressortir les impacts rattachés aux activités touristiques supplémentaires liées à la famille et aux amis en visite. L'analyse tient également compte des bourses d'études octroyées par les gouvernements canadiens (fédéral et provinciaux), les universités et d'autres établissements canadiens pour estimer les dépenses nettes des étudiants internationaux au Canada.

Selon notre analyse, il est manifeste que la contribution des étudiants internationaux à l'économie canadienne continue d'augmenter. En lien avec l'augmentation du nombre d'étudiants internationaux, les dépenses globales ont augmenté de 27,3 % entre 2022 et 2024, passant de 37,3 G\$ à 47,5 G\$, plus rapidement que l'augmentation du nombre d'étudiants (20 %) au cours de la même période.

Nous estimons qu'en 2024, les étudiants internationaux au Canada dépenseront plus de 47,5 G\$ en frais de scolarité et d'hébergement, et en dépenses discrétionnaires, ce qui représente une contribution de 39,0 G\$ au PIB du Canada en 2024, soit une augmentation significative par rapport à la contribution de 30,9 G\$ en 2024.

Le montant des dépenses annuelles totales des étudiants internationaux a également généré 9,4 G\$ de recettes fiscales et soutenu 407 260 emplois dans l'économie canadienne en 2024, soit une augmentation importante par rapport aux 7,4 G\$ de recettes fiscales et aux 361 200 emplois de 2022.

En 2024, les services d'éducation internationale du Canada (47,5 G\$, mesurés par les dépenses totales des étudiants internationaux qui étudient et vivent au Canada) représentaient 20,1 % des exportations totales de services du Canada vers le monde, et équivalaient à 6,1 % des exportations totales de marchandises du Canada.²⁵

En 2024, les étudiants en séjour d'études de longue durée représentaient 97,9 % du montant total des dépenses des étudiants internationaux. Ils ont contribué à hauteur de 38,2 G\$ au PIB du Canada et ont soutenu 400 000 emplois. L'Ontario représente la plus grande part des contributions au PIB (51,8 %) et à l'emploi (49,0 %). Les étudiants en séjour d'études de courte durée ont contribué à hauteur de 772,9 M\$ au PIB du Canada et ont soutenu 7 400 emplois.

²⁵ Il convient de noter que Statistique Canada indique que la valeur des exportations des services de voyage liés à l'éducation au Canada (c'est-à-dire la valeur des dépenses totales des étudiants internationaux) s'élevait à 32,070 G\$ en 2023. L'analyse présentée dans ce rapport s'est appuyée sur ces chiffres en explorant et en ajoutant d'autres secteurs de recettes d'exportation, tels que les élèves de la maternelle à la 12^e année et les étudiants inscrits à des programmes de courte durée de Langues Canada.

Un sous-ensemble d'étudiants en séjour d'études de longue durée, les étudiants francophones qui étudient dans des communautés hors du Québec, a contribué au PIB du Canada à hauteur de 572,9 M\$ et a soutenu 5 800 emplois.

Références

- Australian Council for Private Education and Training (ACPET) (2009). « The Australian Education Sector and the Economic Contribution of International Students. »
- Australian Council for Private Education and Training (ACPET) (2013). The Economic Contribution of International Students. Préparé par Deloitte Access Economics.
http://www.acpet.edu.au/uploads/files/Reports_Submissions/2013/Economic-Contribution-Executive-Summary.pdf.
- Association des universités et collèges du Canada (AUCC) (2007). Canadian universities and international student mobility.
http://www.aucc.ca/pdf/english/publications/student_mobility_2007_e.pdf
- Association des universités et collèges du Canada (AUCC) (2011). Trends in Higher Education – Enrolment. <http://www.aucc.ca/wp-content/uploads/2011/05/trends-2011-vol1-enrolment-e.pdf>
- British Columbia Ministry of Advanced Education (2006). « Economic Impact of International Education at Public Post-Secondary Institutions ».
- Campus France (2014). Au-delà de l'influence : l'apport économique des étudiants étrangers en France
https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Apport_Economique_des_Etudiants_etrangers_-_Campus_France_Version_Finale_cle0fd785.pdf.
- Association canadienne des écoles publiques- International (ACEP-I) (2015). « A Comparative Market Assessment of International K-12 Students in Canada ».
- Bureau canadien de l'éducation internationale (2007). « Northern Lights. »
- Bureau canadien de l'éducation internationale (2009). Canada First – The 2009 Survey of International Students.
- Choi, Y. et Hou, F. (2023). Caractéristiques des étudiants internationaux de niveau postsecondaire qui ne se sont pas inscrits à des programmes d'enseignement postsecondaire financés par l'État. *Rapports économiques et sociaux*, 3(11).
<https://doi.org/10.25318/36280001202301100001-eng>
- Choi, Y. et Hou, F. (2023) Foreign workers in Canada: Changing composition and employment incidences of work permit holders. *Rapports économiques et sociaux*, 3(10).
<https://doi.org/10.25318/36280001202301000004-eng>
- Citoyenneté et Immigration Canada (sans date). « Competitor Research ».
- Citoyenneté et Immigration Canada (2007). Faits et chiffres 2007 : Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires.
<http://www.cic.gc.ca/english/pdf/pub/facts2007.pdf> (consulté le 8 juillet 2009).
- Citoyenneté et Immigration Canada (2011). Faits et chiffres 2010 : Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires.
<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/menu-faits.asp>.

- Citoyenneté et Immigration Canada. (2010). Évaluation du Programme des étudiants étrangers. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations/programme-etudiants-etrangers-2010.html>
- Citoyenneté et Immigration Canada. (2015). Évaluation du Programme des étudiants étrangers. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations/programme-etudiants-etrangers.html>
- Conference Board of Canada (1999). « The Economic Implications of International Education for Canada and Nine Comparator Countries ».
- Conference Board of Canada (2006). “Opportunity Begins at Home: Enhancing Canadian Commercial Services Exports.”
- Council for Higher Education Accreditation, American Council on Education, Association of Universities and Colleges Canada et Association internationale des universités. « Sharing Quality Higher Education Across Borders: A Checklist for Good Practice. »
- Université de Dalhousie, École d’administration publique (2010). The Economic of Post-Secondary International Students in Atlantic Canada: An Expenditure Analysis.
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (sans date). « Growth in Foreign Student Expenditures in Canada ».
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (2007). « Canadian Economic Performance ».
- Office allemand d’échanges universitaires (2013). The Financial Impact of Cross-border Student Mobility on the Economy of the Host Country. Préparé par Prognos AG. https://eu.daad.de/medien/eu/publikationen/erasmus/englische_studie.pdf.
- Direction de l’éducation internationale du gouvernement du Manitoba (2007). « Rapport annuel 2006-2007 »
- Group of Eight Australia (2014). Policy Note: International Students in Higher Education and their Role in the Australian Economy. https://go8.edu.au/sites/default/files/docs/publications/international_students_in_higher_education_and_their_role_in_the_australian_economy.pdf.
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) « Faits et chiffres – Aperçu de l’immigration : Résidents temporaires » <http://www.cic.gc.ca/english/pdf/2014-Facts-Figures-Temporary.pdf>.
- Illuminate Consulting Group (ICG) (2015). A Comprehensive Market Assessment of International K-12 Students in Canada. Pour l’Association canadienne des écoles publiques-International (ACEP-I).
- Infometrics (2006). The Economic Impact of Foreign Fee-Paying Students, rapport préparé pour le ministère de l’Éducation (Nouvelle-Zélande).
- Infometrics, NRB (2016). The Economic Impact of International Education 2015/2016, pour Education New Zealand.

- Informetrics, NRB (2013). The Economic Impact of International Education 2012-2013, pour Education New Zealand.
http://enz.govt.nz/sites/public_files/Economic%20Value%20of%20International%20Education.pdf.
- Informetrics, NRB et Skinnerstrategic (2008). The Economic Impact of Export Education.
- Institute for the Study of International Migration (2007). « Foreign Students Coming to America ».
- Institute of International Education (2010). Communiqué de presse <http://www.iie.org/Who-We-Are/News-and-Events/Press-Center/Press-Releases/2010/2010-11-15-Open-Doors-International-Students-In-The-US>.
- King, Russel et.al. (2010) Revue de la littérature sur la mobilité des étudiants internationaux.
http://www.britishcouncil.org/hefce_bc_report2010.pdf.
- NAFSA (2010) The Economic Benefits of International Education to the United States for the 2009-2010 Academic Year: A Statistical Analysis.
- Naidoo, Vikash (2005). Bridging The Gap Between Anecdotal and Empirical Evidence In The International Education Market: Insights From The US and UK.
- Skills Research Initiative (2006). « Structural Incentives to Attract Foreign Students to Canada's Post-Secondary Educational System: A Comparative Analysis. »
- Seldon, James R. (2005). The Economic Impact of Thompson River University's International Students on the Kamloops Economy: 2005-06, Université de Thompson River, octobre.
- Statistique Canada (2000). La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux au Canada : concepts, sources, méthodes et produits. Catalogue no. 67-506-XIE. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/67-506-x/67-506-x2000001-fra.pdf> (consulté le 4 juillet 2009).
- Statistique Canada (2005). Transactions internationales de Services du Canada – Qualité des données, concepts et méthodologie. Catalogue no. 67-203.
https://www23.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/document/1536_D2_T9_V1-fra.pdf (consulté le 25 août 2017).
- Statistique Canada (2008). Voyages internationaux, 2007. Catalogue no. 66-201-XWE.
<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/66-201-x/2007000/tablesectlist-listetableauxsect-fra.htm>.
- Statistique Canada (2010). Voyages internationaux, 2009. Catalogue no. 66-201-X.
<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/66-201-x/66-201-x2009000-fra.pdf>.
- The Observer (2007). « Costs deter foreign students », The Observer, 16 septembre 2007.
- Verbik, Line et Veronica Lasanowski (2007). International Student Mobility: Patterns and Trends.
- Institut de statistique de l'UNESCO (2010). *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2010 : statistiques comparées sur l'éducation dans le monde*.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001894/189433e.pdf>.

Universities U.K. (2014). The Impact of Universities on the UK Economy.

<http://www.universitiesuk.ac.uk/highereducation/Documents/2014/TheImpactOfUniversitiesOnTheUkEconomy.pdf>.

World Education Services (WES) (2015). « International Student Mobility Trends 2015: An Economic Perspective. »

<http://wenr.wes.org/2015/02/international-student-mobility-trends-2015-an-economic-perspective/>.

Annexe 1 : Explication détaillée des sources de données et des ajustements

Nombre d'étudiants internationaux

L'un des principaux objectifs de l'étude consiste à déterminer les impacts économiques globaux des dépenses totales des étudiants internationaux, ce qui exige de connaître le nombre d'étudiants internationaux dans chaque province et territoire et à chaque niveau d'étude : étudiants des établissements publics ou privés, de la maternelle à la 12^e année, du niveau collégial ainsi que ceux du premier cycle et des cycles universitaires supérieurs. Il faut aussi déterminer le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans des programmes de formation linguistique.

Nous n'avons pas trouvé d'ensemble de données complet qui répond à notre définition d'étudiant international ou de données portant sur tous les étudiants. Statistique Canada compile des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux aux niveaux collégial et universitaire (y compris une ventilation pour le premier cycle universitaire et pour les cycles supérieurs), par champ d'études ou niveau de programme dans son Système d'information sur les étudiants postsecondaires. Toutefois, les collèges et les universités qui ne font pas partie de l'enquête de Statistique Canada sont essentiellement tous dans le système public, de sorte que les données n'ont pas permis de dégager d'information sur les étudiants internationaux dans le système postsecondaire privé.

Quant au nombre d'étudiants internationaux dans le système d'enseignement de la maternelle à la 12^e année, aucune donnée n'est disponible auprès de Statistique Canada au niveau des provinces et des territoires, ou des ministères de l'Éducation à l'échelle provinciale ou territoriale.

Lorsqu'aucune donnée tangible sur les étudiants internationaux n'était disponible, l'option de rechange consistait à utiliser les données sur les étudiants internationaux disponibles auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Étant donné que les étudiants internationaux qui souhaitent suivre des études ou une formation au Canada durant plus de six mois doivent préalablement obtenir un permis d'études, les données d'IRCC nous permettent de déterminer combien il y a de détenteurs de permis d'études dans chacune des provinces et dans chacun des territoires, à un moment donné.

IRCC définit les étudiants internationaux comme suit :

Résidents temporaires au Canada en vertu d'un permis d'études pendant l'année civile en question. Les étudiants internationaux ont reçu un document qui leur permet d'étudier au Canada et peuvent ou non être titulaires d'un autre permis en même temps. Aux termes de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, il n'est pas nécessaire d'avoir un permis d'études pour tout programme d'études dont la durée est de six mois ou moins.

Un **permis d'études** est un permis de séjour autorisant les étrangers à entrer au Canada pour y étudier de façon temporaire. Le permis d'études indique le niveau d'études et la période pendant laquelle le titulaire peut étudier au Canada. Un permis d'études n'est généralement pas nécessaire pour les cours de moins de six mois.

Il existe trois grands niveaux d'études pour les étudiants internationaux.

- a. Niveau secondaire ou inférieur : école secondaire et école primaire
- b. Postsecondaire : se subdivise en programmes collégiaux et universitaires
- c. Autres études.

Les données d'IRCC nous permettent donc d'utiliser le nombre de titulaires de permis d'études comme indicateur du nombre d'étudiants internationaux à un moment donné de l'année. Ces données nous permettent également d'établir une distinction entre les niveaux d'études généraux.

L'utilisation de l'ensemble des données d'IRCC pour représenter le nombre d'étudiants internationaux est limitée par le fait que le nombre réel de titulaires de permis inscrits dans un établissement canadien peut être inférieur au nombre de permis délivrés, étant donné qu'il est possible que certains titulaires de permis n'aient pas pu (ou aient choisi de ne pas) s'inscrire à un programme d'enseignement (après leur arrivée au Canada).²⁶

Une autre limite associée à l'utilisation de ces données est rattachée au fait qu'étant donné que le terme « étudiant étranger » est défini selon la citoyenneté, il inclut également les détenteurs de permis qui sont les enfants ou conjoints des étudiants inscrits, mais ces enfants ne sont pas considérés comme des étudiants internationaux qui paient des frais d'études aux fins de notre analyse.²⁷

Nous avons notamment supprimé une partie des titulaires de permis d'études dans la catégorie « Secondaire ou moins », qui sont supposés être des enfants dont les parents sont inscrits dans un programme d'enseignement postsecondaire. L'ajustement est basé sur les informations du secteur, telles qu'elles figurent dans le rapport de 2015 de l'ICG pour l'ACEP-I.

Ces élèves ont été répartis entre les systèmes scolaires publics ou indépendants de la maternelle à la 12^e année, en fonction des informations fournies par l'industrie.

La répartition des titulaires de permis d'études dans le système d'enseignement postsecondaire en catégories plus fines de programmes d'enseignement professionnel, collégial, de premier cycle, de maîtrise, de doctorat et d'autres types de programmes est basée sur les informations d'IRCC et les données de la série de données de Statistique Canada (tableau 37-10-0018-01, Effectifs postsecondaires, selon le régime d'études, le type d'établissement, le statut de l'étudiant au Canada et le genre de la personne).

La répartition des statuts d'inscription à temps plein et à temps partiel pour chaque type d'étudiants est basée sur les données de Statistique Canada (même tableau 37-10-0018-01).

²⁶ À cet égard, nous notons qu'une étude récemment publiée par Statistique Canada (Choi et Hou 2023) a révélé qu'« environ le quart des titulaires de permis d'études postsecondaires en 2019 ne s'étaient pas inscrits à un programme d'études postsecondaires financé par l'État, et plus de la moitié participaient probablement à d'autres activités d'études ou de travail ». Cela signifie qu'environ trois quarts des titulaires de permis d'études postsecondaires en 2019 étaient en fait inscrits à des programmes postsecondaires financés par l'État, et que 12,5 % des titulaires de permis d'études en 2019 auraient pu s'inscrire dans un établissement postsecondaire privé.

²⁷ Il convient de noter que certains étudiants « non payants » n'ont pas encore été pris en compte en raison du manque de données. Par exemple, aucun ajustement n'a été effectué dans les cas où le Québec a conclu un accord concernant les étudiants internationaux de nationalité française (au Québec, un étudiant international peut même payer les frais nationaux s'il étudie la langue, la littérature ou la culture française, ou autre domaine du français, au niveau du diplôme), ou pour les étudiants en échange dans toutes les provinces (ils ne paient pas de frais internationaux, car ils paient des frais de scolarité à leurs propres établissements dans leur pays d'origine).

Enfin, une autre source importante d'étudiants internationaux qui n'est pas entièrement couverte par les données d'IRCC est le nombre d'étudiants qui étudient au Canada pour des périodes de moins de six mois, car ils n'ont pas besoin d'un permis d'études pour entrer dans le pays. Nous avons communiqué avec les organisations dont les membres offrent au public de la formation professionnelle de courte durée. Il convient toutefois de mentionner que seul Langues Canada compile des données complètes utiles pour nos besoins.

Langues Canada est la principale organisation du secteur langagier du Canada représentant les deux langues officielles (français et anglais). L'adhésion est réservée aux écoles qui respectent les normes rigoureuses de l'association et qui s'engagent à s'y conformer. Actuellement, il y a plus de 210 programmes membres à l'échelle du pays, y compris des universités, des collèges et des établissements privés. Il s'agit d'une association sectorielle sans but lucratif. L'assurance de la qualité constitue un élément essentiel de Langues Canada, et tous les établissements membres doivent être accrédités en vertu d'un programme complet et reconnu à l'échelle internationale.

Langues Canada mène une enquête annuelle auprès de ses écoles membres afin de recueillir des données sur des sujets tels que la provenance des étudiants, le statut d'immigration, la durée des études, les dépenses hebdomadaires moyennes des étudiants et d'autres variables. Suivant les conseils de Langues Canada, nous avons cherché à obtenir des données relatives aux étudiants internationaux qui étudient dans ses écoles privées uniquement, car le nombre d'étudiants qui étudient dans ses écoles publiques aurait été représenté dans l'ensemble de données d'IRCC.²⁸

Nous avons procédé à d'autres ajustements pour calculer le nombre moyen de semaines d'études pour les étudiants qui étudient jusqu'à six mois dans chaque province et territoire.

Dépenses des étudiants

Droits et frais de scolarité

Pour les frais de scolarité et autres frais obligatoires au niveau de la maternelle à la 12^e année, nous nous sommes appuyés sur les informations publiées sur le site de l'Association canadienne des écoles publiques – International (ACEP-I) (<https://caps-i.ca/>) et sur le site de la Canadian Association of Independent Schools (CAIS) (<https://www.cais.ca/>). Il est à noter que ces montants sont basés sur les frais de scolarité et autres frais obligatoires d'une année scolaire (10 mois). Les frais de scolarité et autres frais obligatoires dans les écoles privées peuvent être nettement plus élevés. À cet égard, nous avons également utilisé les informations disponibles dans le rapport de l'ACEP-I pour calculer la moyenne annuelle des frais de scolarité et autres frais obligatoires des étudiants internationaux dans les écoles privées.

L'enquête annuelle de Statistique Canada intitulée « Frais de scolarité et de subsistance » présente des données détaillées sur les frais de scolarité des étudiants internationaux qui font des études universitaires à temps plein, pour chacune des provinces. Il est à noter que cette enquête ne fournit pas de données pour les territoires.

²⁸ Il convient de noter qu'IRCC recueille des données sur les étudiants en séjour d'études de courte durée de certains pays (titulaires d'un visa SX-1). Toutefois, ces chiffres sont peu élevés et ne sont pas pris en compte dans cette étude. *Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024* 43
Rapport final – le 25 août 2025

Pour calculer les frais de scolarité et autres frais obligatoires des étudiants pour les niveaux d'études autres que « secondaire ou moins » (c.-à-d. postsecondaire, qui se subdivise en écoles professionnelles/collèges et universités, et autres), nous avons fait les hypothèses suivantes :

- **Université** – Nous avons appliqué des valeurs distinctes pour les frais de scolarité des étudiants de premier et de deuxième cycle, tirées de l'enquête « Frais de scolarité et de subsistance », aux étudiants de premier cycle à temps plein et aux étudiants inscrits à des programmes de maîtrise ou de doctorat.²⁹

Aux fins du calcul, il a été tenu pour acquis que les étudiants à temps partiel avaient une charge de cours équivalente à 50 %.

Nous avons également inclus la catégorie « frais supplémentaires », qui englobe les frais obligatoires qu'imposent les universités aussi bien aux étudiants du pays qu'aux étudiants internationaux : frais d'utilisation des installations, frais d'association, frais de santé et frais dentaires (pour les étudiants internationaux seulement), frais de laissez-passer étudiants dans certains cas, etc. Nous avons aussi calculé une allocation de 1 200 \$ par année scolaire pour les livres, les outils et le matériel.

Les frais de scolarité et autres frais obligatoires sont calculés pour une année universitaire (c'est-à-dire huit mois) dans les données de l'enquête « Frais de scolarité et de subsistance », et nous avons supposé que 100 % des étudiants étudient huit mois par an.

- **Collège** – Pour les frais de scolarité à temps plein, nous avons appliqué un facteur de 75 % aux frais de scolarité moyens du premier cycle universitaire dans chaque province. Le pourcentage de 75 % est une approximation basée sur une recherche en ligne effectuée pour certains programmes collégiaux dans chaque province afin de les comparer aux frais de scolarité à temps plein pour un programme de premier cycle. L'exception à ce ratio de 75 % concerne les frais de scolarité des étudiants de niveau collégial de l'Ontario – dans cette province, la moyenne pondérée des frais de scolarité pour un étudiant de premier cycle à temps plein était de 47 280 dollars pour l'année civile 2024. Nous avons consulté le site Web de College Ontario pour trouver des informations sur les frais de scolarité et autres frais obligatoires pour les étudiants internationaux, et nous avons constaté que la plupart des frais étaient inférieurs à 20 000 dollars pour une année universitaire. Par conséquent, pour l'Ontario, le ratio appliqué est de 45 %.

En ce qui concerne les étudiants à temps partiel, nous avons supposé une charge de travail équivalente à 50 %.

²⁹ Les tableaux 37 et 38 de l'annexe 4 présentent des données détaillées sur les frais de scolarité des étudiants à temps plein de premier et de deuxième cycle. Il convient de noter que la fixation des droits et frais de scolarité dans les établissements publics d'enseignement postsecondaire relève généralement de la compétence des provinces et des territoires. Par conséquent, le niveau des frais de scolarité indiqué dans ces tableaux de données ne reflète pas nécessairement le coût réel des programmes d'enseignement dans ces provinces et territoires.

Il convient également de noter que, dans la publication des données sur l'enquête « Frais de scolarité et de subsistance », depuis 2010-2011, les programmes de M.B.A. (maîtrise en administration des affaires) ordinaires et pour cadres ont été exclus des moyennes pondérées nationales et provinciales en raison de leurs coûts élevés et de leur effet sur la moyenne globale des frais de scolarité. Les programmes de résidence dentaire, médicale et vétérinaire proposés dans les hôpitaux universitaires et autres lieux similaires, et pouvant conduire à une certification professionnelle avancée ont également été exclus.

Nous avons également supposé que les étudiants internationaux de niveau « collègue » paient en moyenne le même pourcentage (75 %) de « frais supplémentaires » que les étudiants internationaux de niveau universitaire. Nous avons aussi utilisé la même allocation annuelle pour ce qui est des livres et du matériel (1 200 dollars).

En ce qui concerne les étudiants internationaux de niveau collégial dans les territoires, l'information relative aux frais et aux droits provient des sites Web des collèges.

- **Autres** – Étant donné que nous n'avons pas d'information détaillée sur la nature de ces études, nous avons supposé ce qui suit : les étudiants peuvent payer des droits et des frais de scolarité équivalents à la moyenne des droits et frais payés pour les élèves de la maternelle à la 12^e année et par les étudiants des collèges. Nous avons aussi supposé que les étudiants de cette catégorie engagent tout de même des frais de subsistance équivalents à ceux payés par les étudiants inscrits à temps partiel dans un collège.

Pour les étudiants internationaux en séjour d'études de courte durée, les estimations des frais de scolarité et autres frais obligatoires hebdomadaires ont été calculées à partir des informations contenues dans le rapport annuel 2024 de Langues Canada.

Frais de subsistance

- **Secondaire ou moins** – nous nous sommes appuyés sur les informations publiées sur le site de l'Association canadienne des écoles publiques – International (ACEP-I) (<https://caps-i.ca/fr/>) et sur le site de la Canadian Association of Independent Schools (CAIS) (<https://www.cais.ca/>). Un étudiant du système scolaire public paie en moyenne 1 150 dollars par mois en frais de chambre (en 2024) pour une période de 10 mois. Essentiellement, nous tenons pour acquis que ces étudiants retournent dans leur pays d'origine pour les vacances d'été. Par ailleurs, nous avons présumé que les trois quarts des étudiants des écoles privées indépendantes versent des frais de chambre moyens de 1 150 dollars par mois et que le quart de ces étudiants sont à pension complète dans l'école qu'ils fréquentent.
- **Études universitaires** – En ce qui concerne les étudiants à temps plein, nous utilisons les données de l'enquête annuelle de Statistique Canada sur les frais de scolarité et de subsistance (pour calculer la moyenne des coûts d'une chambre sur campus et les frais de repas pour une période de huit mois pour les étudiants du premier cycle, de la maîtrise et du doctorat).³⁰ Puis, ces valeurs sont extrapolées à une année complète (12 mois). Autrement dit, nous supposons que les étudiants internationaux inscrits à un programme universitaire restent au pays pendant 12 mois, même s'il est possible qu'ils suivent des cours durant deux semestres seulement.

En ce qui concerne les étudiants à temps partiel, nous avons supposé que les frais de pension mensuels étaient de 1 500 dollars pendant 12 mois par année, en 2022.

Nous avons également prévu des allocations pour les frais de transport des étudiants, selon la province et le territoire. Nous avons appliqué les données de l'Enquête sur les

³⁰ Statistique Canada, Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance (FSS), tableau 7. Frais de séjour dans les résidences.

dépenses des ménages (EDM) de Statistique Canada, qui détaille les dépenses des ménages en transports publics, par province et territoire, en 2023.³¹ Les valeurs que nous utilisons renvoient aux dépenses moyennes que consacrent les ménages aux transports publics (tenant compte des ménages ayant utilisé, ou pas, les transports publics). Les valeurs en dollars de 2024 ont été ajustées pour tenir compte de l'inflation entre 2023 et 2024.

- Pour les étudiants qui suivent des **études non universitaires** (collège et catégorie « autres »), nous avons supposé qu'ils dépensaient l'équivalent de ce que les étudiants universitaires doivent payer au cours d'une année académique (frais moyens de logement, de repas et de transport).

Les frais moyens de repas et de chambre dans les collèges des territoires ont été obtenus de la même façon que pour ceux des provinces. Les estimations des frais de transport ont été calculées selon la moyenne provinciale des frais de transport.

En plus des frais de subsistance de base présentés ci-dessus, nous avons prévu une allocation de 3 750 dollars par étudiant et par an (1 000 dollars pour les élèves de la maternelle à la 12^e année) pour les dépenses discrétionnaires (telles que les sorties au restaurant, les activités récréatives et les loisirs), en 2024.

Pour chaque province et territoire, pour chaque niveau d'études, la formule de calcul des dépenses brutes est la suivante :

Nombre estimé d'étudiants dans ce niveau d'études multiplié par la somme (moyenne des frais de scolarité et des frais supplémentaires, livres, moyenne des frais de logement et de repas, moyenne des frais de transport, moyenne des dépenses discrétionnaires) par an = dépenses brutes en un an pour les étudiants internationaux dans ce niveau d'études

Bourses d'études et autres appuis

Dans la présente étude, pour calculer les retombées économiques *nettes* rattachées aux étudiants internationaux dans le pays d'accueil, nous avons tenu compte de toute l'aide financière que ces étudiants ont reçue des gouvernements fédéral ou provinciaux du Canada, de même que des établissements.

Afin de trouver ces renseignements, nous avons fait un examen exhaustif des états financiers des universités et des collèges de toutes les provinces qui étaient publiés en ligne; toutefois, peu d'information était disponible. Nous estimons que le soutien des universités et des collèges aux étudiants internationaux ne représente probablement pas plus de 1 % des droits de scolarité perçus.³²

³¹ Statistique Canada, tableau 11-10-0223-01, Dépenses des ménages selon le quintile de revenu du ménage, Canada, régions et provinces.

³² Nous avons examiné les états financiers consolidés d'un certain nombre d'universités et de collèges dans les provinces. Alors que tous les états financiers font état des frais de scolarité et autres frais obligatoires perçus par les étudiants dans les recettes, et des montants versés au titre des bourses d'études et des allocations dans les dépenses, très peu d'états financiers contiennent réellement des informations relatives aux étudiants internationaux.

Nous avons aussi été informés que chaque année, le gouvernement fédéral verse 20 M\$ pour soutenir les étudiants internationaux.³³ Ainsi, nous avons utilisé un facteur équivalant à 1 % des droits et frais des étudiants internationaux, plus 20 M\$, pour représenter la déduction. Ce facteur de réduction de 1 % a été appliqué uniquement aux étudiants des programmes de formation professionnelle, de premier cycle, de maîtrise et de doctorat.

Avantages touristiques supplémentaires liés à la visite d'amis et de membres de la famille

L'un des autres avantages de l'enseignement international est l'augmentation des activités touristiques, car les familles et les amis visitent le pays d'accueil pendant que les étudiants y séjournent.

Malheureusement, ce domaine reste un défi en ce qui concerne la disponibilité des données. Nous ne connaissons pas bien le nombre de membres de la famille et d'amis qui rendent visite aux étudiants internationaux pendant leur séjour au Canada. Aux fins de cette estimation, nous avons appliqué une méthodologie similaire à celle utilisée dans une étude australienne pour calculer le nombre estimé de membres de la famille et d'amis des étudiants internationaux qui participent à des activités touristiques.

La méthodologie de l'étude de 2013 de l'Australian Council for Private Education and Training (ACPET) s'appuie sur des recherches menées par Tourism Research Australia. L'étude montre que pour 10 étudiants en visite officielle (définis comme ceux dont le but principal de la visite en Australie est l'éducation), cinq autres membres de la famille ou amis visitent le pays. Pour 10 étudiants en visite informelle (définis comme ceux dont le but principal de la visite en Australie n'était pas l'éducation mais qui ont tout de même suivi un cours pendant leur voyage), il y a deux visiteurs supplémentaires.

Dans notre étude actuelle, nous avons supposé que pour 10 étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée, cinq membres de la famille et/ou amis ont visité le Canada au cours de l'année, et que pour 10 étudiants internationaux en séjour d'études de courte durée, deux membres de la famille et/ou amis ont visité le Canada au cours de l'année.

Étant donné qu'il n'existe pas de données publiées sur le montant des bourses d'études et des allocations accordées aux étudiants internationaux, nous calculons l'estimation de 1 % à partir des informations contenues dans les tableaux 37-10-0027-01 et 37-10-0029-01 de Statistique Canada, Dépenses des universités selon le type de dépenses et le type de fonds (en dollars canadiens courants) (x 1 000). Pour les universités, les dépenses distribuées aux « bourses d'études et prix » pour tous les étudiants représentent 7 % des dépenses totales, tandis que le pourcentage dans les collèges est de 1 %. Nous constatons que les établissements d'enseignement postsecondaire facturant aux étudiants internationaux le coût total de l'éducation, le montant des frais de scolarité et autres frais obligatoires payés par les étudiants internationaux équivaudrait à la dépense totale pour financer cet étudiant. Étant donné que le pourcentage d'universités et de collèges qui accordent effectivement des bourses et des prix aux étudiants internationaux n'est pas clair, nous avons choisi d'utiliser la partie inférieure du ratio pour représenter ce montant.

³³ Les informations les plus récentes proviennent d'une source d'Affaires mondiales Canada lorsque l'étude a été mise à jour en 2025. Affaires mondiales Canada précise que cette aide est principalement destinée à soutenir les étudiants internationaux dans le cadre de programmes de courte durée.

Les dépenses moyennes de ces familles ou amis en visite ont été calculées à partir des rapports de Destination Canada sur les arrivées américaines et internationales et les dépenses par type.^{34,35}

³⁴ Destination Canada, Total des arrivées internationales au Canada.

<https://www.destinationcanada.com/fr/recherche>

³⁵ Destination Canada, Dépenses touristiques au Canada. <https://www.destinationcanada.com/fr-ca/depenses-touristiques>. Les données tirées de cette source concernent l'année 2019. Pour les besoins de ce rapport, nous avons augmenté les dépenses de 10 %.

Annexe 2 : Impacts économiques :

A. Impacts économiques directs³⁶

Cette section présente les résultats des impacts économiques directs associés à tous les étudiants au Canada, par province et territoire. Nous présentons d'abord les résultats pour 2024 pour l'ensemble des étudiants, puis séparément pour les étudiants en séjour d'études de longue durée et en séjour d'études de courte durée, et enfin pour les étudiants francophones qui étudient hors de la province de Québec.³⁷

Tableau 20 : Impacts économiques directs de tous les étudiants internationaux, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Dépenses annuelles	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	227,4 \$	200,9 \$	126,2 \$	61,4 \$	1 264
Île-du-Prince-Édouard	180,7 \$	163,9 \$	93,2 \$	53,1 \$	1 121
Nouvelle-Écosse	1 094,2 \$	1 038,9 \$	683,6 \$	396,4 \$	8 000
Nouveau-Brunswick	594,9 \$	545,1 \$	327,0 \$	182,3 \$	3 721
Québec	5 984,9 \$	5 878,2 \$	3 566,9 \$	2 139,7 \$	42 941
Ontario	24 848,6 \$	22 705,1 \$	15 023,5 \$	8 289,7 \$	150 509
Manitoba	1 001,4 \$	919,6 \$	595,0 \$	337,9 \$	6 108
Saskatchewan	713,2 \$	629,7 \$	412,3 \$	244,1 \$	4 249
Alberta	3 140,9 \$	3 057,5 \$	2 006,3 \$	1 142,2 \$	21 470
Colombie-Britannique	9 677,71 \$	8 477,8 \$	5 645,0 \$	3 296,6 \$	69 550
Yukon	8,8 \$	6,9 \$	4,4 \$	2,3 \$	39
Territoires du Nord-Ouest	1,3 \$	3,4 \$	1,7 \$	1,0 \$	13
Nunavut	0,4 \$	2,2 \$	1,2 \$	0,5 \$	9
Canada	47 474,6 \$	43 629,3 \$	28 486,5 \$	16 147,3 \$	308 993

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

³⁶ Veuillez vous référer à la section 3 de ce rapport pour les définitions des différents types d'impacts.

³⁷ Il convient de noter qu'aucun impact sur les recettes fiscales n'a été estimé dans le cadre de l'estimation des impacts directs, car le modèle de Statistique Canada n'estime pas les recettes fiscales indirectes associées aux dépenses.

Tableau 21 : Impacts économiques directs des étudiants internationaux étudiant plus de six mois, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Dépenses annuelles	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	227,4 \$	200,0 \$	125,7 \$	61,2 \$	1 260
Île-du-Prince-Édouard	179,1 \$	162,1 \$	92,2 \$	52,6 \$	1 111
Nouvelle-Écosse	1 072,3 \$	1 019,9 \$	671,9 \$	390,2 \$	7 873
Nouveau-Brunswick	579,5 \$	532,3 \$	319,5 \$	178,5 \$	3 641
Québec	5 869,0 \$	5 763,9 \$	3 500,2 \$	2 102,1 \$	42 203
Ontario	24 387,5 \$	22 296,7 \$	14 770,7 \$	8 165,7 \$	148 240
Manitoba	994,0 \$	910,1 \$	589,9 \$	335,3 \$	6 059
Saskatchewan	705,2 \$	621,6 \$	407,5 \$	241,6 \$	4 204
Alberta	3 076,0 \$	2 994,9 \$	1 967,3 \$	1 122,8 \$	21 104
Colombie-Britannique	9 399,2 \$	8 248,5 \$	5 498,0 \$	3 223,3 \$	68 045
Yukon	8,8 \$	6,8 \$	4,4 \$	2,3 \$	38
Territoires du Nord-Ouest	1,3 \$	3,3 \$	1,7 \$	1,0 \$	12
Nunavut	0,4 \$	2,2 \$	1,2 \$	0,5 \$	9
Canada	46 499,8 \$	42 762,2 \$	27 950,4 \$	15 877,0 \$	303 799

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 22 : Impact économique direct des étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Dépenses annuelles	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	0,0 \$	0,9 \$	0,5 \$	0,2 \$	3
Île-du-Prince-Édouard	1,6 \$	1,8 \$	1,0 \$	0,5 \$	10
Nouvelle-Écosse	21,9 \$	19,0 \$	11,7 \$	6,2 \$	127
Nouveau-Brunswick	15,4 \$	12,8 \$	7,4 \$	3,8 \$	80
Québec	115,9 \$	114,2 \$	66,6 \$	37,6 \$	738
Ontario	461,2 \$	408,2 \$	252,6 \$	123,9 \$	2 267
Manitoba	7,4 \$	9,5 \$	5,1 \$	2,7 \$	49
Saskatchewan	8,0 \$	8,1 \$	4,8 \$	2,4 \$	45
Alberta	64,9 \$	62,5 \$	38,9 \$	19,4 \$	365
Colombie-Britannique	278,5 \$	229,3 \$	147,0 \$	73,2 \$	1 504
Yukon	0,0 \$	0,1 \$	0,1 \$	0,0 \$	0
Territoires du Nord-Ouest	0,0 \$	0,1 \$	0,1 \$	0,0 \$	0
Nunavut	0,0 \$	0,1 \$	0,0 \$	0,0 \$	0
Canada	974,9 \$	866,7 \$	535,7 \$	270,1 \$	5 189

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 23 : Impacts économiques directs des étudiants francophones qui étudient à l'extérieur de la province de Québec, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Dépenses annuelles	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	1,6 \$	2,1 \$	1,4 \$	0,7 \$	13
Île-du-Prince-Édouard	3,2 \$	3,5 \$	2,0 \$	1,2 \$	23
Nouvelle-Écosse	23,5 \$	25,5 \$	17,0 \$	10,0 \$	198
Nouveau-Brunswick	117,6 \$	84,8 \$	51,8 \$	27,8 \$	610
Québec	0,0 \$	17,4 \$	8,5 \$	5,0 \$	69
Ontario	484,5 \$	434,9 \$	288,6 \$	159,2 \$	2 903
Manitoba	12,4 \$	11,8 \$	7,5 \$	4,3 \$	77
Saskatchewan	4,3 \$	4,4 \$	2,8 \$	1,6 \$	28
Alberta	20,2 \$	23,7 \$	15,3 \$	8,7 \$	157
Colombie-Britannique	35,4 \$	35,8 \$	23,4 \$	13,9 \$	282
Yukon	0,3 \$	0,2 \$	0,1 \$	0,1 \$	1
Territoires du Nord-Ouest	0,3 \$	0,2 \$	0,1 \$	0,1 \$	1
Nunavut	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	0
Canada	703,3 \$	644,4 \$	418,7 \$	232,4 \$	4 363

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

B. Impacts économiques globaux (directs, indirects et induits)

Cette section présente les valeurs des impacts totaux directs, indirects et induits que les étudiants internationaux apportent à l'économie provinciale/territoriale et à l'ensemble du Canada. Les impacts chiffrés s'appliquent à tous les étudiants internationaux. Comme prévu, tous les indicateurs, y compris la contribution au PIB et les emplois soutenus, étaient nettement plus élevés que ceux des impacts directs ou des impacts directs et indirects combinés. Nous présentons tout d'abord les résultats pour 2024 pour l'ensemble des étudiants, puis pour les étudiants en séjour d'études de longue durée et en séjour d'études de courte durée. Nous présentons également les résultats pour les étudiants francophones qui étudient en dehors de la province du Québec.

Tableau 24 : Impacts économiques globaux (directs, indirects et induits) de tous les étudiants internationaux, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	353,1 \$	214,5 \$	108,0 \$	2 009
Île-du-Prince-Édouard	270,7 \$	150,5 \$	82,1 \$	1 756
Nouvelle-Écosse	1 710,9 \$	1 063,2 \$	598,6 \$	12 147
Nouveau-Brunswick	1 031,9 \$	569,2 \$	309,2 \$	6 257
Québec	11 691,0 \$	6 577,9 \$	3 837,1 \$	71 457
Ontario	40 620,0 \$	25 012,2 \$	13 769,4 \$	237 412
Manitoba	1 859,7 \$	1 077,8 \$	567,9 \$	10 426
Saskatchewan	1 390,1 \$	796,4 \$	394,9 \$	7 101
Alberta	6 954,3 \$	3 999,8 \$	2 041,6 \$	35 247
Colombie-Britannique	14 587,5 \$	9 301,4 \$	5 116,9 \$	101 228
Yukon	14,6 \$	9,0 \$	5,1 \$	75
Territoires du Nord-Ouest	16,1 \$	8,2 \$	3,9 \$	44
Nunavut	7,4 \$	4,1 \$	1,8 \$	28
Canada	80 507,3 \$	48 784,4 \$	26 836,5 \$	485 187

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 25 : Impacts économiques globaux (directs, indirects et induits) de tous les étudiants internationaux étudiant plus de six mois, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	350,5 \$	213,0 \$	107,3 \$	1 998
Île-du-Prince-Édouard	267,4 \$	148,7 \$	81,2 \$	1 737
Nouvelle-Écosse	1 679,2 \$	1 044,4 \$	588,7 \$	11 943
Nouveau-Brunswick	1 008,4 \$	556,5 \$	302,6 \$	6 121
Québec	11 458,5 \$	6 450,9 \$	3 765,3 \$	70 149
Ontario	39 860,6 \$	24 566,6 \$	13 538,2 \$	233 464
Manitoba	1 834,3 \$	1 065,2 \$	561,6 \$	10 310
Saskatchewan	1 367,9 \$	784,9 \$	389,9 \$	7 008
Alberta	6 807,7 \$	3 918,9 \$	2 003,3 \$	34 594
Colombie-Britannique	14 197,6 \$	9 059,2 \$	4 995,2 \$	98 884
Yukon	14,4 \$	8,9 \$	5,0 \$	74
Territoires du Nord-Ouest	15,7 \$	8,0 \$	3,8 \$	43
Nunavut	7,2 \$	4,0 \$	1,8 \$	27
Canada	78 869,3 \$	47 829,3 \$	26 343,6 \$	476 353

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 26 : Impacts économiques globaux (directs, indirects et induits) de tous les étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	2,6 \$	1,5 \$	0,7 \$	11
Île-du-Prince-Édouard	3,4 \$	1,7 \$	0,9 \$	19
Nouvelle-Écosse	31,7 \$	18,8 \$	10,0 \$	204
Nouveau-Brunswick	23,5 \$	12,7 \$	6,6 \$	136
Québec	232,4 \$	126,9 \$	71,8 \$	1 307
Ontario	759,0 \$	445,4 \$	231,0 \$	3 946
Manitoba	25,4 \$	12,6 \$	6,3 \$	116
Saskatchewan	22,1 \$	11,4 \$	5,0 \$	92
Alberta	146,5 \$	80,9 \$	38,4 \$	653
Colombie-Britannique	389,7 \$	242,2 \$	121,7 \$	2 343
Yukon	0,2 \$	0,1 \$	0,1 \$	1
Territoires du Nord-Ouest	0,4 \$	0,2 \$	0,1 \$	1
Nunavut	0,2 \$	0,1 \$	0,0 \$	1
Canada	1 637,2 \$	954,6 \$	492,5 \$	8 829

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 27 : Impacts économiques globaux (directs, indirects et induits) des étudiants francophones qui étudient à l'extérieur de la province de Québec, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars, sauf pour les emplois)

	Extrant	PIB aux prix de base	Revenu du travail	Emplois
Terre-Neuve-et-Labrador	4,5 \$	2,8 \$	1,4 \$	24
Île-du-Prince-Édouard	6,1 \$	3,5 \$	1,9 \$	39
Nouvelle-Écosse	42,0 \$	26,4 \$	15,0 \$	302
Nouveau-Brunswick	130,6 \$	77,0 \$	40,8 \$	877
Québec	66,9 \$	32,0 \$	18,4 \$	284
Ontario	758,7 \$	470,4 \$	258,5 \$	4 489
Manitoba	25,0 \$	14,2 \$	7,4 \$	136
Saskatchewan	13,3 \$	7,0 \$	3,2 \$	58
Alberta	66,1 \$	36,6 \$	18,2 \$	299
Colombie-Britannique	71,5 \$	43,9 \$	24,6 \$	464
Yukon	0,3 \$	0,2 \$	0,1 \$	2
Territoires du Nord-Ouest	0,5 \$	0,3 \$	0,1 \$	2
Nunavut	0,1 \$	0,1 \$	0,0 \$	0
Canada	1 185,6 \$	714,2 \$	389,7 \$	6 974

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 28 : Impacts globaux (directs, indirects et induits) sur les recettes fiscales des dépenses de tous les étudiants internationaux, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	35,6 \$	22,3 \$	57,9 \$
Île-du-Prince-Édouard	27,0 \$	15,3 \$	42,4 \$
Nouvelle-Écosse	167,6 \$	119,7 \$	287,2 \$
Nouveau-Brunswick	100,3 \$	55,4 \$	155,7 \$
Québec	1 151,3 \$	781,3 \$	1 932,5 \$
Ontario	3 754,5 \$	2 796,5 \$	6 551,0 \$
Manitoba	162,0 \$	104,4 \$	266,4 \$
Saskatchewan	94,6 \$	67,2 \$	161,8 \$
Alberta	395,7 \$	387,1 \$	782,8 \$
Colombie-Britannique	1 222,2 \$	925,0 \$	2 147,2 \$
Yukon	0,8 \$	0,7 \$	1,5 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,5 \$	0,6 \$	1,1 \$
Nunavut	0,2 \$	0,3 \$	0,4 \$
Canada	7 112,3 \$	5 275,7 \$	12 388,0 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 29 : Impacts globaux (directs, indirects et induits) sur les recettes fiscales des dépenses des étudiants internationaux étudiant plus de six mois, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	35,4 \$	22,2 \$	57,6 \$
Île-du-Prince-Édouard	26,7 \$	15,2 \$	41,9 \$
Nouvelle-Écosse	163,8 \$	117,7 \$	281,5 \$
Nouveau-Brunswick	97,7 \$	54,2 \$	151,9 \$
Québec	1 127,6 \$	766,7 \$	1 894,2 \$
Ontario	3 675,0 \$	2 749,5 \$	6 424,5 \$
Manitoba	160,1 \$	103,2 \$	263,4 \$
Saskatchewan	93,1 \$	66,3 \$	159,4 \$
Alberta	386,5 \$	379,8 \$	766,3 \$
Colombie-Britannique	1 183,5 \$	903,0 \$	2 086,5 \$
Yukon	0,8 \$	0,7 \$	1,4 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,5 \$	0,6 \$	1,1 \$
Nunavut	0,2 \$	0,3 \$	0,4 \$
Canada	6 951,0 \$	5 179,3 \$	12 130,3 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 30 : Impacts globaux (directs, indirects et induits) sur les recettes fiscales des dépenses des étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	0,1 \$	0,1 \$	0,3 \$
Île-du-Prince-Édouard	0,3 \$	0,2 \$	0,5 \$
Nouvelle-Écosse	3,7 \$	2,0 \$	5,7 \$
Nouveau-Brunswick	2,6 \$	1,2 \$	3,8 \$
Québec	23,7 \$	14,6 \$	38,3 \$
Ontario	79,5 \$	46,9 \$	126,4 \$
Manitoba	1,9 \$	1,2 \$	3,0 \$
Saskatchewan	1,5 \$	0,8 \$	2,3 \$
Alberta	9,2 \$	7,3 \$	16,5 \$
Colombie-Britannique	38,7 \$	22,0 \$	60,7 \$
Yukon	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Nunavut	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Canada	161,2 \$	96,3 \$	257,5 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Tableau 31 : Impacts globaux (directs, indirects et induits) sur les recettes fiscales des dépenses des étudiants francophones qui étudient à l'extérieur de la province de Québec, par province et territoire, 2024 (en millions de dollars)

	Impôts indirects	Impôts sur le revenu des particuliers	Total des recettes fiscales
Terre-Neuve-et-Labrador	0,4 \$	0,3 \$	0,6 \$
Île-du-Prince-Édouard	0,5 \$	0,4 \$	0,9 \$
Nouvelle-Écosse	3,9 \$	3,0 \$	6,9 \$
Nouveau-Brunswick	16,2 \$	7,3 \$	23,5 \$
Québec	3,2 \$	3,7 \$	6,9 \$
Ontario	71,5 \$	52,5 \$	124,0 \$
Manitoba	2,1 \$	1,4 \$	3,5 \$
Saskatchewan	0,8 \$	0,5 \$	1,3 \$
Alberta	3,2 \$	3,5 \$	6,7 \$
Colombie-Britannique	5,3 \$	4,4 \$	9,7 \$
Yukon	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Territoires du Nord-Ouest	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Nunavut	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$
Canada	107,1 \$	77,0 \$	184,1 \$

Source : Modèle de dépenses personnalisé de Statistique Canada, basé sur le profil des dépenses établi par RKA

Annexe 3 : Rapprochement des estimations de l'étude avec l'évaluation de Statistique Canada

Dans le rapport, nous avons comparé nos estimations de la valeur des dépenses des étudiants internationaux pour une année donnée avec l'évaluation de Statistique Canada. Selon Statistique Canada, la valeur des devises étrangères reçues par le Canada de la part des étudiants internationaux s'élevait à 32,07 G\$ en 2023.³⁸ Dans notre étude, nous avons estimé que les dépenses annuelles totales des étudiants internationaux et de leurs familles et amis en visite étaient évaluées à près de 47,5 G\$ en 2024. Dans cette annexe, nous montrons comment nos estimations peuvent être rapprochées de l'évaluation de Statistique Canada.

Selon l'évaluation de Statistique Canada, « les opérations internationales de services sont une composante importante du compte courant de la balance des paiements. Les transactions internationales de services sont regroupées en quatre catégories principales : voyages, transports, services commerciaux et services gouvernementaux ». Les dépenses des étudiants internationaux comprennent les voyages liés à l'éducation, qui sont définis comme suit :^{39 40}

En théorie, les voyages liés à l'éducation devraient inclure toutes les dépenses effectuées par les étudiants dans un autre pays. Mais pour des raisons pratiques, les statistiques canadiennes n'incluent que les dépenses des étudiants de l'enseignement postsecondaire, c'est-à-dire que seules les dépenses liées aux programmes universitaires et collégiaux à temps plein, qui s'étendent généralement sur plus d'un an, sont incluses. Les dépenses enregistrées comprennent toutes les dépenses des étudiants postsecondaires qui étudient à l'étranger – c'est-à-dire les dépenses pour les frais de scolarité et le matériel de cours, ainsi que les frais d'hébergement et les frais généraux de subsistance. À l'exception de ce qui est accessoirement couvert par les autres voyages personnels, les dépenses pour l'enseignement primaire et secondaire n'ont pas encore été estimées dans les statistiques canadiennes. Certaines autres dépenses d'éducation institutionnelle (telles que les cours d'intérêt personnel) restent également dans les autres voyages personnels en raison du manque de données.

Il est donc important de noter que l'évaluation de Statistique Canada que nous avons comparée se limite au coût de l'éducation et aux frais de subsistance des étudiants internationaux à temps plein dans l'enseignement postsecondaire. Dans notre rapport, notre évaluation inclut les dépenses des étudiants qui étaient dans des écoles de la maternelle à la 12^e année et dans d'autres programmes, y compris les étudiants dans des programmes de moins de six mois. Notre évaluation a également pris en compte les dépenses engagées par la famille et les amis en visite.

Les données les plus récentes de Statistique Canada sur le nombre d'étudiants internationaux dans l'enseignement postsecondaire concernent l'année universitaire 2022-2023. L'évaluation des exportations de services de voyages personnels liés à l'éducation aurait été basée sur le nombre

³⁸ Statistique Canada, tableau 36-10-0004-01, Transactions internationales de services, voyages par catégorie et zone géographique, annuel (x 1 000 000).

³⁹ Statistique Canada : Transactions internationales de Services du Canada – Qualité des données, concepts et méthodologie. Catalogue no 67-203.

⁴⁰ Statistique Canada a revu sa méthodologie pour estimer les dépenses des étudiants et a mis en œuvre les changements depuis 2019. Statistique Canada a également révisé les estimations jusqu'au début des années 2000. *Étude visant à actualiser l'estimation de l'impact économique des étudiants internationaux au Canada en 2024* 61

d'étudiants internationaux dans les systèmes post-secondaires, soit environ 421 008.⁴¹ Au total, la valeur estimée par Statistique Canada des dépenses des étudiants en matière de frais de scolarité, de nourriture, d'hébergement et de transport pour une année universitaire de huit mois s'élève à 22,327 G\$. Le coût de l'éducation et le coût de la vie auraient été estimés à environ 53 000 dollars par étudiant.

Dans le calcul de RKA, pour estimer le nombre d'étudiants postsecondaires au Canada en 2022 qui étaient dans des programmes collégiaux et dans des universités, nous nous sommes basés sur les valeurs de l'estimation d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada des détenteurs de permis d'études au 31 décembre de cette année-là. Sur un total de 807 260 titulaires de permis d'études, 651 235 étaient des titulaires de permis d'études poursuivant une formation postsecondaire au Canada. Nous avons calculé les dépenses par étudiant (nettes des bourses d'études canadiennes) comme suit :

- Ceux qui suivent des programmes collégiaux : 42 807 \$ par an en 2022, en supposant 8 mois d'études et 12 mois de frais de subsistance.
- Ceux qui suivent des programmes universitaires : 53 805 \$ par an en 2022, en supposant 8 mois d'études et 12 mois de frais de subsistance.

Par conséquent, les dépenses totales pour les étudiants de l'enseignement postsecondaire en 2022 ont été évaluées à 32,3 G\$ dans l'étude de RKA. On constate que, si l'on considère les dépenses par étudiant, la valeur de l'étude de RKA n'est pas très différente de l'évaluation de Statistique Canada, et que la différence d'évaluation peut donc être principalement attribuée au nombre d'étudiants internationaux concernés. De toute évidence, outre la différence entre la date de collecte des données sur les inscriptions de Statistique Canada et celle des données d'IRCC (31 décembre), qui explique les différences dans le nombre d'étudiants, notre étude tient compte du nombre d'étudiants de niveau postsecondaire qui fréquentent des établissements d'enseignement et de formation non publics.

Au moment de la rédaction de ce rapport, nous ne pouvons pas comparer nos estimations de la valeur des dépenses annuelles totales des étudiants internationaux en 2024 avec une évaluation similaire de Statistique Canada, car ses données ne sont pas encore disponibles. Comme le montrent les paragraphes ci-dessus, si le nombre d'étudiants internationaux de niveau postsecondaire dans l'étude de RKA et dans l'évaluation de Statistique Canada avait été à peu près le même, l'évaluation de la valeur des dépenses totales n'aurait pas été très éloignée.

Outre les étudiants de l'enseignement postsecondaire dans des programmes de formation professionnelle/collégiaux ou des universités, nous avons inclus les étudiants de la maternelle à la 12^e année (avec les dépenses liées aux frais de scolarité et à l'hébergement en famille d'accueil pendant 10 mois), ainsi que d'autres étudiants dont le niveau d'études n'était pas clair mais qui étaient inclus dans les données d'IRCC. Les dépenses totales pour ces étudiants en séjour d'études de longue durée (IRCC exige qu'ils détiennent un permis d'études valide pendant qu'ils séjournent au Canada pour étudier plus de six mois au cours d'une année civile) s'élevaient à 5,5 G\$ en 2024.

⁴¹ Étudiants internationaux au Canada tiré du tableau 37-10-0018-01 de Statistique Canada, Effectifs postsecondaires, selon le régime d'études, le type d'établissement, le statut de l'étudiant au Canada et le genre de la personne (données diffusées le 22 novembre 2023).

Le dernier segment de la population étudiante internationale est constitué par les étudiants en séjour d'études de courte durée, qui n'ont pas besoin de permis d'études pour suivre une formation d'une durée généralement inférieure à six mois. Ces étudiants comprennent ceux qui suivent une formation linguistique ou une autre formation professionnelle de courte durée. Pour des raisons pratiques, nous avons obtenu des données uniquement auprès de Langues Canada et avons donc évalué les dépenses à partir de cette source. Pour ces 70 940 étudiants, le nombre total de semaines d'études a été estimé à 865 586 et les dépenses totales à 964,3 M\$.

Outre les dépenses des étudiants liées aux frais de scolarité et aux frais de subsistance, nous avons estimé les dépenses des membres de la famille et des amis en visite. La valeur des dépenses attribuées à la visite de membres de la famille et d'amis a été estimée à 341,6 M\$.

En combinant les dépenses des étudiants en séjour d'études de longue durée et en séjour d'études de courte durée, ainsi que celles des membres de leur famille et de leurs amis en visite, nous obtenons une valeur totale des dépenses de 47,5 G\$.

Annexe 4 : Tableaux de données pour 2024

Tableau 32 : Nombre de titulaires de permis d'études le 31 décembre, par niveau d'études et par province ou territoire de destination, 2024

	Secondaire ou moins	Postsecondaire	Autres études	Non déclaré	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	1 230	5 600	115	0	6 950
Île-du-Prince-Édouard	965	3 300	675		4 945
Nouvelle-Écosse	4 340	19 080	985	10	24 410
Nouveau-Brunswick	3 315	12 030	195	5	15 545
Québec	14 880	95 970	17 135	25	1 280
Ontario	60 135	397 765	24 105	95	482 100
Manitoba	5 440	20 930	1 255	10	27 635
Saskatchewan	3 765	14 205	545	5	18 520
Alberta	17 010	52 490	2 015	25	71 545
Colombie-Britannique	34 675	159 320	9 945	60	203 995
Territoires du Nord-Ouest	1 230	30	0	0	85
Nunavut	965	5	0	0	20
Yukon	4 340	185	10	0	325
Non déclaré	3 505	7 765	1 000	15	12 290
Canada	149 460	788 675	57 980	250	996 375

Source : IRCC, 31 janvier 2025

Tableau 33 : Estimation du nombre d'étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée par niveau d'études et par province et territoire, 2024

	Secondaire ou inférieur	Collège	Université – Baccalauréat	Université – Maîtrise	Université – Doctorat	Autres études	Tous les niveaux d'études
Terre-Neuve-et-Labrador	880	398	3 111	1 604	488	115	6 595
Île-du-Prince-Édouard	820	948	1 986	327	39	675	4 795
Nouvelle-Écosse	2 935	1 987	13 440	3 144	510	985	23 010
Nouveau-Brunswick	2 580	4 514	5 412	1 753	351	195	14 810
Québec	12 995	20 192	34 843	27 399	13 536	17 135	126 125
Ontario	41 530	233 992	119 987	31 664	12 122	24 105	463 495
Manitoba	4 220	5 059	13 051	1 902	918	1 255	26 415
Saskatchewan	2 585	3 749	7 026	2 260	1 169	545	17 340
Alberta	9 295	21 674	18 290	7 868	4 658	2 015	63 825
Colombie-Britannique	26 150	53 581	85 109	13 919	6 711	9 945	195 484
Yukon	60	62	123	0	0	10	255
Territoires du Nord-Ouest	35	10	20	0	0	0	65
Nunavut	15	2	3	0	0	0	20
Canada	104 100	346 166	302 402	91 840	40 502	56 980	942 234

Source : IRCC, avec adaptations par RKA

Tableau 34 : Nombre d'étudiants internationaux en séjour d'études de courte durée et de semaines d'études, par province et territoire, 2024

	Nombre d'étudiants	Nombre de semaines d'études
Terre-Neuve-et-Labrador	0	0
Île-du-Prince-Édouard	55	1 454
Nouvelle-Écosse	1 733	19 440
Nouveau-Brunswick	1 152	13 669
Québec	12 807	102 335
Ontario	29 133	410 084
Manitoba	1 029	6 507
Saskatchewan	473	7 145
Alberta	5 247	57 561
Colombie-Britannique	19 311	247 391
Yukon	0	0
Territoires du Nord-Ouest	0	0
Nunavut	0	0
Canada	70 940	865 586

Source : Langues Canada, avec des ajustements par RKA

Tableau 35 : Nombre d'étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée au Canada (mesuré par le nombre de titulaires de permis d'études), dix principaux pays d'origine, 2024

	Nombre d'étudiants	Pourcentage du total
Inde	392 810	39 %
Chine, République populaire de	99 650	10 %
Nigéria	45 110	5 %
Philippines	43 785	4 %
France	25 080	3 %
Iran	23 185	2 %
Népal	22 045	2 %
Vietnam	17 790	2 %
Algérie	16 630	2 %
Bangladesh	15 185	2 %
Total des 10 premiers pays	701 270	70 %
Tous les pays	996 375	100 %

Source : IRCC

Tableau 36 : Nombre d'étudiants en séjour d'études de courte durée au Canada, dix principaux pays d'origine, 2024⁴²

	Nombre d'étudiants	Pourcentage du total
Japon	13 783	15 %
Brésil	10 685	11 %
Mexique	9 026	10 %
Corée du Sud	8 446	9 %
Chine	7 002	7 %
Canada	5 505	6 %
Colombie	5 033	5 %
Taïwan	3 381	4 %
Inde	3 106	3 %
France	2 153	2 %
Total des 10 premiers marchés	66 658	72 %
Tous les marchés	94 928	100 %

Source : Langues Canada

⁴² Source : Rapport annuel de 2024 sur l'enseignement des langues au Canada. Dans le rapport annuel de Langues Canada, le Canada figure parmi les 10 premiers pays d'origine. Aux fins du présent rapport, le nombre d'étudiants du Canada a été exclu. Il convient également de noter que le nombre total d'étudiants figurant dans ce tableau n'est pas celui que nous utilisons pour estimer les impacts économiques, car nous excluons les étudiants du Canada et n'incluons que les étudiants qui se trouvaient physiquement au Canada et suivaient des cours en personne.

Tableau 37 : Comparaison de la moyenne pondérée des frais de scolarité de premier cycle pour les étudiants canadiens et internationaux à temps plein, 2022 (moyenne de l'année universitaire 2023-2024 et de l'année universitaire 2024-2025)

	Étudiants canadiens	Étudiants internationaux
Terre-Neuve-et-Labrador	3 660 \$	17 868 \$
Île-du-Prince-Édouard	7 544 \$	19 606 \$
Nouvelle-Écosse	9 657 \$	26 809 \$
Nouveau-Brunswick	9 086 \$	18 191 \$
Québec	3 542 \$	33 289 \$
Ontario	8 393 \$	47 282 \$
Manitoba	5 462 \$	19 400 \$
Saskatchewan	9 425 \$	29 815 \$
Alberta	7 648 \$	32 467 \$
Colombie-Britannique	6 542 \$	36 327 \$
Yukon		
Territoires du Nord-Ouest		
Nunavut		
Canada	7 252 \$	39 183 \$

Source : Statistique Canada, tableau 37-10-0045-01, Droits de scolarité des étudiants canadiens et internationaux selon le niveau d'études (dollars courants)

Tableau 38 : Comparaison de la moyenne pondérée des frais de scolarité de deuxième cycle pour les étudiants canadiens et internationaux à temps plein, 2024 (moyenne de l'année universitaire 2023-2024 et de l'année universitaire 2024-2025)

	Étudiants canadiens	Étudiants internationaux
Terre-Neuve-et-Labrador	3 435 \$	4 833 \$
Île-du-Prince-Édouard	5 894 \$	11 801 \$
Nouvelle-Écosse	10 592 \$	22 957 \$
Nouveau-Brunswick	7 909 \$	16 750 \$
Québec	3 815 \$	21 960 \$
Ontario	9 571 \$	27 432 \$
Manitoba	5 855 \$	12 907 \$
Saskatchewan	5 331 \$	9 520 \$
Alberta	6 549 \$	15 745 \$
Colombie-Britannique	10 903 \$	24 663 \$
Yukon		
Territoires du Nord-Ouest		
Nunavut		
Canada	7 602 \$	22 674 \$

Source : Statistique Canada, tableau 37-10-0045-01, Droits de scolarité des étudiants canadiens et internationaux selon le niveau d'études (dollars courants)

Tableau 39 : Estimation des dépenses des étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée de la maternelle à la 12^e année, par province et territoire, 2024

	Droits et frais de scolarité	Hébergement et nourriture	Transports	Dépenses discrétionnaires	Total
Terre-Neuve-et- Labrador	10 379 248 \$	11 000 000 \$	0 \$	880 000 \$	22 259 248 \$
Île-du-Prince- Édouard	8 692 000 \$	10 578 000 \$	0 \$	820 000 \$	20 090 000 \$
Nouvelle-Écosse	48 102 009 \$	33 562 303 \$	0 \$	2 935 000 \$	84 599 312 \$
Nouveau-Brunswick	47 956 782 \$	30 732 289 \$	0 \$	2 580 000 \$	81 269 071 \$
Québec	235 992 579 \$	149 771 274 \$	0 \$	12 995 000 \$	398 758 852 \$
Ontario	799 784 343 \$	630 335 900 \$	0 \$	41 530 000 \$	1 471 650 243 \$
Manitoba	68 318 002 \$	47 092 782 \$	0 \$	4 220 000 \$	119 630 784 \$
Saskatchewan	34 525 260 \$	30 650 406 \$	0 \$	2 585 000 \$	67 760 666 \$
Alberta	145 801 503 \$	130 009 165 \$	0 \$	9 295 000 \$	285 105 668 \$
Colombie- Britannique	545 472 266 \$	344 314 383 \$	0 \$	26 150 000 \$	915 936 650 \$
Yukon	827 600 \$	688 518 \$	0 \$	60 000 \$	1 576 118 \$
Territoires du Nord- Ouest	482 767 \$	401 635 \$	0 \$	35 000 \$	919 402 \$
Nunavut	206 900 \$	172 129 \$	0 \$	15 000 \$	394 029 \$
Canada	1 946 541 258 \$	1 419 308 785 \$	0 \$	104 100 000 \$	3 469 950 043 \$

Source : Diverses sources de données détaillées dans l'annexe 1, avec des ajustements par RKA

Tableau 40 : Estimation des dépenses des étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée des programmes collégiaux, ⁴³ par province et territoire, 2024

	Droits et frais de scolarité	Hébergement et nourriture	Transports	Dépenses discrétionnaires	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	5 737 998 \$	6 642 354 \$	249 820 \$	1 945 947 \$	14 576 120 \$
Île-du-Prince-Édouard	14 787 989 \$	16 536 424 \$	537 894 \$	4 530 195 \$	36 392 501 \$
Nouvelle-Écosse	42 899 237 \$	37 140 556 \$	1 182 703 \$	9 782 501 \$	91 004 997 \$
Nouveau-Brunswick	66 603 881 \$	79 458 427 \$	2 087 740 \$	21 855 344 \$	170 005 392 \$
Québec	155 864 386 \$	433 316 284 \$	13 289 871 \$	97 671 811 \$	700 142 351 \$
Ontario	5 267 839 245 \$	4 405 387 128 \$	194 737 281 \$	1 136 973 576 \$	11 004 937 230 \$
Manitoba	79 159 947 \$	79 309 567 \$	2 172 731 \$	24 102 003 \$	184 744 249 \$
Saskatchewan	88 107 972 \$	52 047 620 \$	3 263 114 \$	18 541 111 \$	161 959 817 \$
Alberta	562 416 290 \$	401 561 065 \$	17 412 648 \$	106 910 225 \$	1 088 300 228 \$
Colombie-Britannique	1 116 507 960 \$	888 142 152 \$	61 369 366 \$	238 584 753 \$	2 304 604 231 \$
Yukon	830 270 \$	1 108 896 \$	43 121 \$	308 333 \$	2 290 620 \$
Territoires du Nord-Ouest	165 540 \$	179 821 \$	6 993 \$	50 000 \$	402 353 \$
Nunavut	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Canada	7 400 920 714 \$	6 400 830 294 \$	296 353 281 \$	1 661 255 800 \$	15 759 360 090 \$

Source : Diverses sources de données détaillées dans l'annexe 1, avec des ajustements par RKA

⁴³ Les estimations des dépenses par étudiant international dans les territoires, comme dans les provinces, sont fondées sur le nombre de titulaires de permis d'études fourni par IRCC. Cependant, il n'est pas certain que ces titulaires de permis d'études étudiaient en fait tous dans des établissements d'enseignement postsecondaire dans les territoires. Par exemple, les données d'IRCC pour 2022 montrent qu'il y avait 155 titulaires de permis d'études dans les territoires (135 au Yukon, 15 dans les Territoires du Nord-Ouest et 5 au Nunavut). Cependant, les données du tableau 37-10-0018-01 de Statistique Canada (*Effectifs postsecondaires, selon le régime d'études, le type d'établissement, le statut de l'étudiant au Canada et le genre de la personne*) ont montré qu'au cours de l'année universitaire 2022-2023, l'inscription d'étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement postsecondaire financés par l'État dans les territoires ne s'élevait qu'à 18. Par conséquent, ces estimations peuvent être surévaluées et les lecteurs doivent être prudents dans l'interprétation des tendances et des impacts. IRCC arrondit également ses données sur les titulaires de permis d'études aux 5 les plus proches. Pour ces raisons, même si les données d'IRCC indiquent qu'il y avait 5 titulaires de permis d'études au Nunavut qui suivaient un enseignement ou une formation de niveau postsecondaire, nous n'en avons pas inclus dans le calcul de leurs dépenses annuelles.

Tableau 41 : Estimation des dépenses des étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée des programmes universitaires, par province et territoire, 2024

	Droits et frais de scolarité	Hébergement et nourriture	Transports	Dépenses discrétionnaires	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	70 312 108 \$	86 413 856 \$	3 268 660 \$	25 218 185 \$	185 212 809 \$
Île-du-Prince-Édouard	46 170 329 \$	41 573 655 \$	1 334 955 \$	11 459 243 \$	100 538 182 \$
Nouvelle-Écosse	451 979 817 \$	309 861 733 \$	10 176 385 \$	80 747 738 \$	852 765 672 \$
Nouveau-Brunswick	143 384 146 \$	133 332 213 \$	3 475 774 \$	36 809 586 \$	317 001 720 \$
Québec	2 114 633 144 \$	1 610 172 309 \$	49 874 704 \$	362 667 942 \$	4 137 348 099 \$
Ontario	6 899 711 231 \$	3 058 485 695 \$	136 298 663 \$	787 397 039 \$	10 881 892 627 \$
Manitoba	308 497 408 \$	249 690 305 \$	6 816 914 \$	76 123 398 \$	641 128 024 \$
Saskatchewan	249 157 890 \$	144 318 307 \$	9 100 208 \$	50 719 202 \$	453 295 607 \$
Alberta	851 846 850 \$	573 159 564 \$	24 757 818 \$	152 809 263 \$	1 602 573 495 \$
Colombie-Britannique	3 390 004 395 \$	1 765 400 827 \$	121 109 389 \$	476 051 164 \$	5 752 565 774 \$
Yukon	1 660 539 \$	2 217 791 \$	86 243 \$	616 667 \$	4 581 240 \$
Territoires du Nord-Ouest	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Nunavut	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Canada	14 527 357 857 \$	7 974 626 256 \$	366 299 712 \$	2 060 619 426 \$	24 928 903 251 \$

Source : Diverses sources de données détaillées dans l'annexe 1, avec des ajustements par RKA

Tableau 42 : Estimation des dépenses des étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée d'autres programmes d'études, par province et territoire, 2024

	Droits et frais de scolarité	Hébergement et nourriture	Transports	Dépenses discrétionnaires	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	658 404 \$	1 945 988 \$	72 255 \$	287 500 \$	2 964 146 \$
Île-du-Prince-Édouard	6 331 579 \$	12 143 831 \$	383 083 \$	1 687 500 \$	20 545 992 \$
Nouvelle-Écosse	14 019 893 \$	18 626 667 \$	586 410 \$	2 462 500 \$	35 695 471 \$
Nouveau-Brunswick	1 696 627 \$	3 508 641 \$	90 182 \$	487 500 \$	5 782 950 \$
Québec	158 615 813 \$	379 219 761 \$	11 277 743 \$	42 837 500 \$	591 950 817 \$
Ontario	320 434 371 \$	463 917 179 \$	20 061 145 \$	60 262 500 \$	864 675 195 \$
Manitoba	15 277 415 \$	20 179 142 \$	539 035 \$	3 137 500 \$	39 133 093 \$
Saskatchewan	6 455 091 \$	7 590 962 \$	474 341 \$	1 362 500 \$	15 882 894 \$
Alberta	32 541 695 \$	37 706 744 \$	1 618 851 \$	5 037 500 \$	76 904 789 \$
Colombie-Britannique	142 406 718 \$	178 092 055 \$	11 390 605 \$	24 862 500 \$	356 751 878 \$
Yukon	64 483 \$	179 821 \$	6 993 \$	25 000 \$	276 297 \$
Territoires du Nord-Ouest	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Nunavut	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Canada	698 502 089 \$	1 123 110 791 \$	46 500 642 \$	142 450 000 \$	2 010 563 522 \$

Source : Diverses sources de données détaillées dans l'annexe 1, avec des ajustements par RKA

Tableau 43 : Estimation des dépenses des étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée de tous les niveaux d'études, par province et territoire, 2024

	Droits et frais de scolarité	Hébergement et nourriture	Transports	Dépenses discrétionnaires	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	87 087 758 \$	106 002 198 \$	3 590 735 \$	28 331 632 \$	225 012 323 \$
Île-du-Prince-Édouard	75 981 896 \$	80 831 910 \$	2 255 932 \$	18 496 938 \$	177 566 675 \$
Nouvelle-Écosse	557 000 955 \$	399 191 260 \$	11 945 497 \$	95 927 739 \$	1 064 065 451 \$
Nouveau-Brunswick	259 641 436 \$	247 031 571 \$	5 653 696 \$	61 732 429 \$	574 059 133 \$
Québec	2 665 105 921 \$	2 572 479 627 \$	74 442 318 \$	516 172 253 \$	5 828 200 118 \$
Ontario	13 287 769 191 \$	8 558 125 901 \$	351 097 089 \$	2 026 163 115 \$	24 223 155 296 \$
Manitoba	471 252 773 \$	396 271 797 \$	9 528 679 \$	107 582 901 \$	984 636 150 \$
Saskatchewan	378 246 213 \$	234 607 295 \$	12 837 663 \$	73 207 814 \$	698 898 984 \$
Alberta	1 592 606 338 \$	1 142 436 538 \$	43 789 317 \$	274 051 989 \$	3 052 884 181 \$
Colombie-Britannique	5 194 391 339 \$	3 175 949 417 \$	193 869 360 \$	765 648 417 \$	9 329 858 534 \$
Yukon	3 382 892 \$	4 195 026 \$	136 357 \$	1 010 000 \$	8 724 275 \$
Territoires du Nord-Ouest	648 306 \$	581 456 \$	6 993 \$	85 000 \$	1 321 755 \$
Nunavut	206 900 \$	172 129 \$	0 \$	15 000 \$	394 029 \$
Canada	24 573 321 919 \$	16 917 876 125 \$	709 153 635 \$	3 968 425 227 \$	46 168 776 905 \$

Source : Diverses sources de données détaillées dans l'annexe 1, avec des ajustements par RKA

Tableau 44 : Estimation des activités touristiques supplémentaires des membres de la famille et des amis en visite associées aux étudiants internationaux en séjour d'études de longue durée, par province et territoire, 2024

	Dépenses totales
Terre-Neuve-et-Labrador	2 423 520 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 540 880 \$
Nouvelle-Écosse	8 233 610 \$
Nouveau-Brunswick	5 464 140 \$
Québec	40 752 910 \$
Ontario	164 296 330 \$
Manitoba	9 406 100 \$
Saskatchewan	6 279 460 \$
Alberta	23 107 590 \$
Colombie-Britannique	69 365 780 \$
Yukon	91 630 \$
Territoires du Nord-Ouest	24 310 \$
Nunavut	7 480 \$
Canada	330 993 740 \$

Source : RKA, d'après l'étude de l'ACPET

Tableau 45 : Estimation des dépenses des étudiants internationaux en séjour d'études de courte durée par type de dépenses, par province et territoire, 2024

	Frais de scolarité et livres/matériel	Famille d'accueil	Transports	Services publics	Dépenses discrétionnaires	Dépenses annuelles totales
Terre-Neuve-et-Labrador	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Île-du-Prince-Édouard	495 835 \$	753 204 \$	87 244 \$	84 336 \$	199 207 \$	1 619 826 \$
Nouvelle-Écosse	6 628 893 \$	10 069 696 \$	1 166 374 \$	1 127 495 \$	2 663 221 \$	21 655 678 \$
Nouveau-Brunswick	4 661 055 \$	7 080 429 \$	820 127 \$	792 789 \$	1 872 623 \$	15 227 024 \$
Québec	34 896 114 \$	53 009 347 \$	6 140 079 \$	5 935 409 \$	14 019 846 \$	114 000 795 \$
Ontario	139 838 809 \$	212 423 762 \$	24 605 069 \$	23 784 900 \$	56 181 574 \$	456 834 115 \$
Manitoba	2 218 838 \$	3 370 552 \$	390 411 \$	377 398 \$	891 439 \$	7 248 639 \$
Saskatchewan	2 436 489 \$	3 701 176 \$	428 708 \$	414 417 \$	978 882 \$	7 959 672 \$
Alberta	19 628 431 \$	29 816 796 \$	3 453 683 \$	3 338 560 \$	7 885 909 \$	64 123 380 \$
Colombie-Britannique	84 360 264 \$	128 148 437 \$	14 843 448 \$	14 348 667 \$	33 892 540 \$	275 593 357 \$
Yukon	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Territoires du Nord-Ouest	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Nunavut	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Canada	295 164 729 \$	448 373 400 \$	51 935 143 \$	50 203 971 \$	118 585 243 \$	964 262 486 \$

Source : Langues Canada, avec des ajustements par RKA

Tableau 46 : Estimation des activités touristiques supplémentaires des membres de la famille et des amis en visite associées aux étudiants internationaux en séjour d'études de courte durée, par province et territoire, 2024

	Dépenses totales
Terre-Neuve-et-Labrador	0 \$
Île-du-Prince-Édouard	8 228 \$
Nouvelle-Écosse	259 257 \$
Nouveau-Brunswick	172 339 \$
Québec	1 915 927 \$
Ontario	4 358 297 \$
Manitoba	153 938 \$
Saskatchewan	70 761 \$
Alberta	784 951 \$
Colombie-Britannique	2 888 926 \$
Yukon	0 \$
Territoires du Nord-Ouest	0 \$
Nunavut	0 \$
Canada	10 612 624 \$

Source : RKA, d'après l'étude de l'ACPET